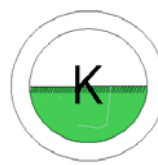




**GRET**



## **Projet Politiques Laitières**

2005-2007

**Intégration régionale, accès aux marchés et diversification de l'agriculture dans la zone UEMOA : options politiques pour des filières laitières compétitives et durables**

## **Rapport de fin de projet**

Avec le concours de :



Projet FC/2003/35

# Table des matières

RESUME EXECUTIF .....	4
EXECUTIVE SUMMARY .....	5
LISTE DES SIGLES ET ACRONYMES.....	6
<b>I. UN PROJET REGIONAL REpondant AUX DEFIS DE L'AGRICULTURE OUEST- AFRICAINNE.....</b>	<b>7</b>
A. PROBLEMATIQUE ET CONTEXTE .....	7
B. OBJECTIFS.....	9
C. RESULTATS ATTENDUS .....	10
D. METHODOLOGIE.....	10
E. CHRONOGRAMME .....	12
F. EQUIPES IMPLIQUEES .....	13
<b>II. UNE MEILLEURE CONNAISSANCE SCIENTIFIQUE DES FILIERES LAITIERES EN AFRIQUE DE L'OUEST.....</b>	<b>14</b>
A. GENERALITES SUR LES FILIERES LAITIERES.....	14
B. ETUDES DE MARCHES ET MODES DE CONSOMMATION.....	16
1. <i>Marchés et consommation du lait et des produits laitiers au Sénégal</i> .....	16
Usages des produits laitiers à Dakar.....	16
Les stratégies de commercialisation : l'utilisation des indications géographiques .....	17
2. <i>La consommation de lait et de produits laitiers au Burkina Faso</i> .....	18
3. <i>La consommation de lait et de produits laitiers au Mali</i> .....	20
Caractérisation de la consommation et des profils de consommateurs .....	20
Modes de consommation à Bamako.....	22
4. <i>La consommation du lait et des produits laitiers au Niger</i> .....	23
C. ETUDES DES DETERMINANTS DE LA COMPETITIVITE DES FILIERES LAITIERES .....	24
1. <i>Compétitivité de la filière laitière locale du Sénégal : cas du système laitier périurbain</i> .....	24
Dynamique d'extension des bassins de collecte rural : cas de la ceinture laitière périurbaine de Kolda.....	24
Rentabilité des filières laitières périurbaines.....	29
Coûts de transaction et contrats dans les filières laitières .....	30
2. <i>Facteurs de compétitivité des produits laitiers au Mali</i> .....	31
3. <i>Compétitivité prix des élevages laitiers dans la région de Niamey au Niger</i> .....	33
Compétitivité prix du système d'élevage intensif coopératif.....	33
Commercialisation de la production laitière .....	34
Coûts de production du lait .....	34
Rentabilité financière des élevages sédentaires urbains.....	34
Marges brutes .....	34
Revenu net d'exploitation des élevages laitiers sédentaires.....	35
4. <i>Analyse des facteurs de compétitivité de la filière laitière locale : cas de Bobo-Dioulasso au Burkina Faso</i> .....	35
D. ETUDES DE LA DIVERSIFICATION DES SYSTEMES DE PRODUCTION.....	36
1. <i>Les dynamiques collectives de production : l'exemple des coopératives d'élevage laitier au Niger</i> ..	36
2. <i>Le lait dans les stratégies de diversification des revenus des agropasteurs au Sénégal</i> .....	37
3. <i>Déterminants de l'adoption de l'insémination artificielle pour l'amélioration de la production laitière : Cas des élevages bovins de la région de Fatick au Sénégal</i> .....	38
Pertinence de la stratégie d'amélioration génétique .....	38
Préférence de types génétiques.....	38
Contraintes à l'adoption de l'insémination artificielle.....	38
Solutions préconisées et perspectives.....	40

4.	<i>Analyse de la diversification des systèmes de production agricole vers l'activité laitière : Cas de Bobo-Dioulasso au Burkina Faso</i> .....	40
5.	<i>Analyse des facteurs déterminants de la diversification des systèmes agricoles vers l'activité laitière au Mali</i> .....	41
	Dynamique, caractéristiques, diversité de l'élevage dans les systèmes de production agricoles.....	41
	Importance de l'élevage dans deux systèmes de production agricoles au Mali.....	44
	Production et gestion du lait dans deux systèmes de production agricole .....	45
E.	LES OPTIONS POLITIQUES .....	47
F.	LES PRODUITS DISPONIBLES.....	49
1.	<i>Articles de revues ou chapitres d'ouvrages</i> .....	49
2.	<i>Communications scientifiques</i> .....	51
3.	<i>Thèses de doctorat</i> .....	54
4.	<i>Mémoires et rapports</i> .....	54
5.	<i>Fiches techniques</i> .....	55
6.	<i>Articles de presse</i> .....	55
<b>III. UN RENFORCEMENT DE CAPACITES LOCALES D'ANALYSE DU SECTEUR ET DES PARTENARIATS SCIENTIFIQUES .....</b>		<b>56</b>
A.	ANIMATION DU REPOL .....	56
1.	<i>Mise en réseau avec les acteurs</i> .....	56
2.	<i>Animations scientifiques</i> .....	57
B.	ACCUEIL D'ETUDIANTS.....	57
1.	<i>Point sur les stages</i> .....	58
2.	<i>Point sur les thèses</i> .....	59
C.	FORMATION DES ACTEURS DE LA FILIERE .....	61
1.	<i>Mise en œuvre de fiches techniques</i> .....	61
	Sur la structuration professionnelle.....	61
	Sur les politiques de taxation.....	62
	Sur la gestion de la qualité.....	62
2.	<i>Organisation d'ateliers de formation</i> .....	63
<b>IV. UNE AMELIORATION DE LA CONCERTATION ENTRE ACTEURS ET DECIDEURS POLITIQUES .....</b>		<b>64</b>
A.	CONCERTATION ET PROCESSUS D'ELABORATION DES POLITIQUES .....	64
1.	<i>Journées mondiales du lait</i> .....	64
2.	<i>Rencontres tables-filières</i> .....	67
3.	<i>Ateliers nationaux</i> .....	68
B.	LES ATELIERS REGIONAUX.....	70
<b>V. BILAN ET PERSPECTIVES .....</b>		<b>71</b>
A.	SUR LA THEMATIQUE DE RECHERCHE .....	71
1.	<i>Evolutions dans les politiques laitières</i> .....	71
2.	<i>Nouvelles perspectives de recherche</i> .....	72
B.	LES SUITES POSSIBLES DU PROJET.....	73
1.	<i>Poursuite des activités du REPOL</i> .....	73
2.	<i>Le projet ATP-Icare</i> .....	73
3.	<i>Le projet PCST</i> .....	75

# Résumé exécutif

---

Le projet régional de recherches intitulé « **Intégration régionale, accès aux marchés et diversification de l'agriculture dans la zone UEMOA : options politiques pour des filières laitières compétitives et durables** » a été coordonné par le Bureau d'Analyses Macro-Economiques de l'Institut Sénégalais de Recherches Agricoles (ISRA-BAME) et conduit en partenariat avec plusieurs institutions dans 4 pays de l'Afrique de l'Ouest : le Burkina Faso, le Mali, le Niger et le Sénégal. De 2005 à 2007, le projet a regroupé les compétences scientifiques de plusieurs chercheurs de la sous-région dans le but de documenter et de développer les filières laitières nationales et de susciter la mise en place de politiques laitières cohérentes. La fédération de ces compétences s'est appuyée sur des équipes de recherche nationales constituées de chercheurs seniors, juniors, d'étudiants et d'experts localisés dans d'autres pays africains ou européens. Ces équipes de recherche ont travaillé en collaboration avec des responsables professionnels du secteur et avec les autorités publiques.

Les principaux résultats sont :

- la production d'informations scientifiques actualisées sur les filières laitières locales et importées en Afrique de l'Ouest : connaissances sur l'évolution des marchés du lait, la consommation des produits laitiers, les facteurs de compétitivité des filières locales, la diversification de l'agriculture, les modèles de développement laitiers mis en place par le passé et leurs résultats ;
- le renforcement des capacités locales d'analyse du secteur par la formation des chercheurs du projet, des étudiants et des décideurs aux techniques de recherche-action pour aboutir à la formulation d'options politiques nationales et régionales en faveur des filières laitières ;
- la création et l'animation du Réseau de recherches et d'échanges sur les politiques laitières en Afrique de l'Ouest incluant la mise en place et la mise à jour d'un site web pour la diffusion de l'information ([www.repol.info](http://www.repol.info)) ;
- la production de fiches techniques sur les politiques laitières nationales ;
- le renforcement de la concertation nationale et régionale par l'animation d'instances de partage de la formation et de l'information entre chercheurs, décideurs, ONGs et organisations professionnelles, associations de consommateurs. Cette concertation entre acteurs du secteur laitier s'est développée en particulier au Burkina-Faso, au Mali, au Niger, et au Sénégal ;

# Executive summary

---

A regional research project on dairy policies in west Africa, untitled : « **Intégration régionale, accès aux marchés et diversification de l'agriculture dans la zone UEMOA : options politiques pour des filières laitières compétitives et durables** » has been coordinated by the Bureau d'Analyses Macro-Economiques of the Institut Sénégalais de Recherches Agricoles (ISRA-BAME) with the partnership of several institutions from 4 countries of West Africa: Burkina Faso, Mali, Niger and Senegal. From 2005 to 2007, the project has brought together researchers from different scientific disciplines, in order to document the prospects of the national dairy sectors and to propose coherent dairy policies. The networking of these competences was based on national research teams composed of senior's researchers, juniors, students and other scientific experts from international institutions in other African and European countries. Those research teams have worked in association with producers organizations and public services.

The main results of the project are:

- production of scientific information about the dairy sectors in 4 african countries, including knowledge on the market trends, the consumption of the dairy products, the factors of competitiveness of the local commodities chains, the diversification of agriculture, the dairy development models of created in the past and their results;
- the capacity building of researchers of the project, students and decision makers to the methodologies of research-action to and to contribute in the formulation of national and regional policies options for dairy sector.
- the creation and animation of the research Network on the dairy policies in West Africa including the design of a Web site to help the diffusion of information ([www.repol.info](http://www.repol.info)),
- the production of synthetic documents on the national dairy policies;
- enhancement of the national and regional dialogue by sharing information between researchers, decision makers, NGOs, professional organizations, and consumers associations.

# Liste des sigles et acronymes

---

ACP :	Afrique des Caraïbes et du Pacifique
AEKA :	Association des Eleveurs et Agro-pasteurs du Kadiogo et Environnant
AFAT-Lait :	Association des femmes transformatrices de lait (Mali)
APCAM :	Assemblée Permanente des Chambres d'Agriculture du Mali
APE :	Accords de Partenariat Economique
BAME :	Bureau d'Analyses Macro-Economiques (Sénégal)
CEDEAO :	Communauté Economique des Etats de l'Afrique de l'Ouest
CEMAC :	Communauté Economique et Monétaire d'Afrique Centrale
CIRAD :	Centre de Coopération Internationale en Recherche Agronomique pour le Développement
CIRDES :	Centre International de Recherche-Développement sur l'Elevage en zone Sub-humide (Burkina Faso)
CLCOP :	Comités Locaux de Concertation des Organisations de Producteurs (Sénégal)
CMAP :	Centre national de Multiplication des Animaux Performants (Burkina Faso)
CNAG :	Centre National d'Amélioration Génétique
CNRA :	Comité National de Recherche Agronomique
CNU :	Commission Nationale des Utilisateurs des Résultats de la Recherche (Mali)
CORAF :	Conseil Ouest et Centre Africain pour la Recherche et le Développement Agricole
CPE :	Coefficient de Protection Effectif
CPN :	Coefficient de Protection Nominal
CRES :	Centre Régional d'Energie Solaire (Mali)
DFID :	Department For International Development
DINFEL :	Directoire National des Femmes en Elevage (Sénégal)
EISMV :	Ecole Inter-Etat des Sciences et Médecine Vétérinaire (Sénégal)
ENDA-GRAF :	Groupe Recherche Action Formation de ENDA Tiers-monde (Sénégal)
FAO :	Food and Agriculture Organization
FAPLDE :	Fédération des Associations des Producteurs Laitiers de Djitoumou et Environs
FEB :	Fédération des Eleveurs du Burkina
FENAFILS :	Fédération Nationale des Acteurs de la Filière Lait local au Sénégal
FNRAA :	Fonds National de la Recherche Agricole et Agroalimentaire (Sénégal)
FSA :	Faculté des Sciences Agronomiques (Université d'Abomey Calvi, Bénin)
GIE :	Groupement d'Intérêt Economique
GRET :	Groupe de Recherche et d'Echanges Technologiques
IER :	Institut d'Economie Rurale (Mali)
ILRI :	International Livestock Research Institute (Kenya)
INSAH :	Institut du Sahel (Mali)
IPR/IFRA :	Institut Polytechnique Rural de Formation et de Recherche Appliquée de Katibougou (Mali)
ISRA :	Institut Sénégalais de Recherches Agricoles
ITS :	Institut Tropical Suisse
MDE :	Maisons Des Eleveurs (Sénégal)
OMC :	Organisation Mondiale du Commerce
ONG :	Organisation Non Gouvernementale
PAF :	Projet d'Appui aux Filières bio-alimentaires (Burkina-Faso)
PAPEL :	Programme d'Appui à l'Elevage (Sénégal)
PROLAIT :	Association des Producteurs de Lait (Bobo-Dioulasso)
PSEAU :	Projet de Sécurisation de l'Elevage et de l'Agriculture périurbaine (Niger)
REPOL :	Réseau de Recherches et d'Echanges sur les Politiques Laitières
RNE :	Revenu Net d'Exploitation
SIM :	Systèmes d'Information sur les Marchés
TEC :	Tarif Extérieur commun
TFL :	Table Filière Lait (Burkina-Faso)
UAM :	Université Abdou Moumouni (Niger)
UAPH :	Union des Agro-pasteurs du Houet
UCAD :	Université Cheikh Anta Diop (Sénégal)
UEMOA :	Union Economique et Monétaire Ouest Africaine
UEPL :	Union des Eleveurs Producteurs de Lait (Burkina)

# I. Un projet régional répondant aux défis de l'agriculture ouest-africaine

---

## A. Problématique et contexte

La production laitière est estimée à 500 000 tonnes au Mali, 312 000 tonnes au Niger et 143 000 tonnes au Sénégal (FAO, 2003). Or, le développement croissant des importations de poudre de lait, les exigences des consommateurs en matière de qualité des produits et les difficultés rencontrées par les programmes nationaux de promotion des innovations (notamment les cultures fourragères et l'insémination artificielle) soulignent l'urgence de définir des politiques publiques adaptées. Les actions des services de l'élevage se sont en effet souvent limitées aux programmes de lutte sanitaire sans prendre en compte le développement des productions et du commerce des produits animaux. Il convient aujourd'hui de mieux cibler les actions susceptibles de renforcer la compétitivité des filières laitières en Afrique de l'Ouest pour appuyer la diversification des systèmes agricoles et favoriser une meilleure couverture de la demande par les productions locales.

Depuis 2 décennies, de nombreux projets de recherche ont été conduits sur ces thématiques. Ces recherches sont restées essentiellement techniques et ont concerné l'amélioration de l'alimentation, l'amélioration des infrastructures d'élevage, l'amélioration génétique et le suivi sanitaire des troupeaux<sup>1</sup>. Un certain nombre de projets se sont aussi focalisés sur l'amélioration des techniques de transformation et de l'hygiène du lait<sup>2</sup>. Pourtant, faute d'évaluation socio-économique des options techniques proposées, ces projets n'ont pas toujours abouti à de véritables propositions en termes de politiques nationales ou régionales<sup>3</sup>. En fait, les travaux de recherche sur le fonctionnement des filières et sur les marchés ont été peu nombreux et les résultats peu valorisés. D'ailleurs, l'élevage a souvent été le parent pauvre des politiques agricoles en Afrique de l'Ouest (Sanon, 2003).

Le projet Politiques laitières ambitionne de contribuer à l'élaboration des politiques publiques<sup>4</sup>. Celles-ci ont des impacts sur la diversification des systèmes de production agricole et l'accès aux marchés laitiers.

---

<sup>1</sup> Au Sénégal : Procordel, Pôle systèmes irrigués, FNRAA Lait, ... ; Au Mali : PDAP (Projet de Développement de l'Agriculture Périurbaine), Procordel...

<sup>2</sup> Au Sénégal, Programme Inco MPE, divers projets d'appui aux mini-laiteries de Tambacounda, Vélingara et Kolda ; Au Mali : Projet d'appui au Mini-laiteries « Danaya Nono », Projet « Lait Sain pour le Sahel » ; au Burkina-Faso : projet PAF...

<sup>3</sup> Il faut toutefois citer le cas de la Côte d'Ivoire qui a adopté en 1996 un Plan National de Développement laitier. Des initiatives dans ce domaine sont aussi en cours au Mali.

<sup>4</sup> Une politique publique peut être définie comme « un programme d'action gouvernemental, combinaison spécifique de lois, d'affectations de crédit, d'administration et de personnels, pour la réalisation d'un ensemble d'objectifs plus ou moins clairement définis » (Rose, 1984).

Elles peuvent être classées en 5 grands domaines : les pratiques d'élevage et l'accès aux intrants ; l'accès aux ressources ; l'organisation professionnelle ; les réglementations commerciales et fiscales ; le pilotage macro-économique (Staal and Shapiro, 1996). Dans chacun de ces domaines, les politiques publiques ont des objectifs et des impacts spécifiques.

**Les politiques d'élevage et d'accès aux intrants** concernent les programmes de santé animale (notamment la privatisation vétérinaire), les programmes d'amélioration génétique, les règles d'accès aux sous-produits agro-industriels (quotas graine ou tourteau de coton, etc.), l'organisation du crédit agricole et la structuration des services d'encadrement technique. Ces politiques ont un impact déterminant sur l'adoption d'innovations et sur les coûts de production. Elles influencent donc fortement les stratégies de diversification des producteurs.

**Les politiques d'accès aux ressources** regroupent les politiques de régulation foncière, les programmes d'aménagement et l'hydraulique pastorale, et les modes de gestion décentralisée des ressources naturelles. Elles conditionnent aussi la durabilité des activités de diversification et permettent de sécuriser les investissements en capital productif (terre, animaux, matériels).

**Les politiques d'organisation professionnelle** concernent les grandes orientations en matière d'organisation des filières et d'organisation du monde paysan, de formation : lois sur les statuts collectifs (associations, GIE, coopératives, fédérations, communautés de base, etc.), d'appui aux interprofessions, d'appui à la concertation locale et nationale (chambres d'agricultures, CRU et CNU au Mali, CLCOP et Maisons des éleveurs au Sénégal, etc.), modalités de privatisation des sociétés d'Etat, prise en charge des systèmes d'information sur les marchés (SIM), organisation des écoles et des centres de formation agricoles. Ces politiques d'organisation professionnelle deviennent importantes dans la gestion du monde agricole et dans la régulation des filières. Les pays africains accordent en effet une place de plus en plus grande à la participation des producteurs et des acteurs économiques dans les processus d'élaboration des politiques. Ces dynamiques d'organisation ont une influence directe sur la formation du capital humain, la circulation de l'information économique et la diffusion des innovations. Elles conditionnent ainsi les dynamiques de diversification et le renforcement de la compétitivité des filières.

**Les politiques commerciales et fiscales** regroupent les réglementations sur les barrières douanières et tarifaires, le contrôle de l'hygiène et de la qualité des produits, les niveaux de taxation intérieurs (TVA, taxes sur les bénéfices, taxes locales), la simplification des procédures d'importation et d'exportation par la création de guichet unique, les mécanismes de subvention, les politiques de contrôle ou de libéralisation des prix. Elles ont un impact direct sur les coûts de production et de commercialisation, ainsi que sur les niveaux de prix des produits importés en concurrence avec les produits locaux. Elles sont fortement influencées par les négociations internationales : Accords à l'OMC, Accords de Partenariats Economiques (APE) entre l'Union Européenne et les pays ACP.

Enfin, **les politiques macro-économiques et d'investissement national** concernent les politiques monétaires (taux de change, taux d'intérêt), les grands projets d'aménagement du territoire (construction et entretien des infrastructures routières, ferroviaires et portuaires), les programmes de recherches publiques, etc. Elles conditionnent directement ou indirectement la compétitivité des filières locales.



Les questions abordées dans la littérature montrent que les interrogations relatives à l'élaboration des politiques laitières sont transversales pour plusieurs pays d'Afrique de l'Ouest : questions sur la saisonnalité de la production, l'amélioration génétique du cheptel bovin, la qualité des produits, l'émergence de filières industrielles, les niveaux d'ouverture des marchés (Corniaux, 2003 ; Dieye et al., 2003 ; Duteurtre, 2004 ; Duteurtre et al. 2005)). Des demandes similaires émanent ainsi des acteurs et des décideurs dans les différents pays, justifiant la mise en commun des efforts des équipes de recherche nationales. Par ailleurs, en raison de l'harmonisation des règles des échanges commerciaux au sein du marché commun, certaines politiques se définissent à l'échelle régionale : il s'agit notamment du niveau des barrières douanières, des règles de taxation intérieure et des mesures de contrôle de l'hygiène et de la qualité des produits.

## B. Objectifs

Le présent projet se fixe comme objectif de proposer des options politiques nationales et régionales permettant de faciliter l'accès aux marchés de diversification des producteurs agricoles ouest africains. En se focalisant sur les filières laitières dans la zone UEMOA, il vise à contribuer à l'émergence de plans nationaux de développement laitiers, de réglementations sur les produits et de politiques commerciales cohérentes.

Pour cela, le projet se fixera les objectifs spécifiques suivants:

- **Produire des connaissances scientifiques régionales** sur l'analyse des marchés et de la demande en lait et produits laitiers, l'analyse des facteurs de compétitivité des filières laitières locales, la compréhension des déterminants de la diversification des systèmes agricoles vers la production laitière, et la formulation d'options politiques pour renforcer l'accès des petits producteurs aux marchés ;
- **Renforcer la concertation nationale et régionale** pour l'élaboration de politiques publiques dans le secteur laitier. Il s'agit ainsi d'animation de réunions et de restitutions des travaux de recherche permettant de mettre en débat les différents acteurs pour permettre une meilleure concertation au niveau national et une articulation avec le niveau régional afin de mieux contribuer à la définition concertée des politiques d'appui au secteur laitier : élaboration de plans nationaux de développement laitier, réglementations sur les produits, politiques tarifaires, mais aussi prise en compte de l'élevage dans la Politique Agricole de l'Union ;
- **Contribuer à la formation de ressources humaines** impliquées dans l'élaboration de politiques laitières (acteurs de la filière, services d'encadrement, OP, ONG, administrations, ...) et dans les recherches scientifiques sur le secteur laitier : encadrement de mémoires d'étudiants de 3<sup>ème</sup> cycle, appui méthodologique à des thèses en cours sur le développement laitier, renforcement des capacités des chercheurs sur les méthodes d'analyse des politiques.

## C. Résultats attendus

Les résultats attendus sont :

### 1/ La production de connaissances scientifiques régionales :

- **La production de rapports, d'articles scientifiques et de vulgarisation, de communications à des séminaires** sur l'évolution des marchés laitiers, les facteurs de compétitivité des filières locales, la diversification de l'agriculture et sur les options de politiques laitères ;
- **L'animation du REPOL** (Réseau régional de Recherches sur les Politiques Laitières en Afrique de l'Ouest) incluant la mise en place d'un site web, la production de notes de synthèses et des échanges avec les experts de l'UEMOA ;
- **L'organisation en fin de projet d'un séminaire international** sur les politiques publiques et la compétitivité des filières laitères en Afrique de l'Ouest.

### 2/ Le renforcement de la concertation régionale et nationale :

- **L'animation d'instances de concertation nationales** impliquant chercheurs, décideurs, ONGs et organisations professionnelles et permettant la formation et l'information des acteurs du secteur laitier sur les résultats scientifiques du projet ;
- **La rédaction d'un ouvrage de synthèse** en fin de projet, destiné aux acteurs et décideurs, faisant le bilan des recherches et des cadres de concertation.

### 3/ La formation de Ressources Humaines :

- **La formation des chercheurs du projet** aux techniques de recherche-action et aux choix méthodologiques communs, par un atelier en début de projet regroupant toute l'équipe de recherche ;
- **La finalisation de 7 thèses de doctorat en cours** et l'encadrement de stagiaires (EISMV, ENSA Thiès, Faculté d'agronomie de Niamey, Ecole polytechnique de Katibougou, Institut de Développement Rural du Burkina, Université de Ouagadougou, département de géographie de l'UCAD) ;
- **La formation des acteurs et décideurs** lors de sessions de diffusion et vulgarisation des résultats de recherche

## D. Méthodologie

D'un point de vue méthodologique, le projet a développé des analyses basées sur des questions se rapportant à la filière dans son ensemble, un « système constitué d'acteurs remplissant des fonctions qui sillonnent le parcours d'un produit ou d'un groupe de produit de l'exploitation agricole à la bouche du consommateur ».

Trois axes prioritaires de discussions des options politiques sont choisis et ont été complétés par d'autres thèmes débattus dans les cadres de concertation :

- ***l'élaboration de plans nationaux de développement laitier*** portant sur les modèles techniques d'élevage et de transformation laitière, les règles d'accès aux intrants et aux ressources pastorales et les types d'organisations professionnelles ;
- ***l'élaboration de réglementations sur la qualité*** respectueuses des spécificités des produits fermiers locaux et des exigences en matière d'hygiène et de santé publique. En effet, les réglementations, souvent anciennes, sont souvent calquées sur celles de pays européens ne sont donc ni applicables, ni appliquées. Elles ne correspondent pas à l'environnement de la production et de la transformation dans les pays de l'UEMOA (Broutin *et al.*, 2001 ; Duteurtre, 2004) ;
- ***l'impact des niveaux de taxation et de barrières tarifaires*** négociés dans le cadre des accords régionaux et internationaux sur la dynamique de développement des filières laitières. Le cas de l'impact des APE sera particulièrement étudié.

La coordination du projet a été assurée par l'ISRA/BAME qui bénéficie d'une grande expérience et d'une expertise faisant de lui une référence sous-régionale dans le domaine de l'analyse des politiques publiques agricoles. Cependant, l'une des options clairement choisies dans le cadre du projet a été de stimuler les échanges et les interactions à l'échelle sous-régionale, pour favoriser la mise en place d'un réseau solide et cohérent. Les choix méthodologiques ont été discutés au niveau régional avec l'appui de personnes ressources (partenaires internationaux).

## E. Chronogramme

Actions	Années et Trimestres								Avancement
	Années 1				Année 2				
	1	2	3	4	1	2	3	4	
<b>1. Activités de recherche</b>									
1.0 Synthèse bibliographique	■								Finalisé : documents disponibles en ligne sur le site du Repol
1.1. Analyse des marchés laitiers		■	■	■					Finalisé
1.2. Analyse des facteurs de compétitivité des filières laitières locales		■	■	■					Finalisé
1.3 .Analyse de la diversification des systèmes de production agricole		■	■	■					Finalisé
1.4. Formulation d'options politiques		■	■	■	■	■	■	■	En cours
<b>2. Renforcement de la concertation</b>									
2.1. Animation de cadres nationaux de concertation		■		■		■		■	Différentes réunions organisées
2.2. Concertation régionale	■				■			■	Contacts avec UEMOA, CEDEAO, ILRI
<b>3. Formation de ressources Humaines</b>									
3.1 Formations scientifiques Ateliers méthodologiques Formations diplômantes		■					■		Réalisés En cours
3.2. Formation des acteurs et décideurs		■		■		■		■	En cours
3.3. Valorisation et diffusion des résultats Edition de notes et de rapports Création et animation d'un site web Publications scientifiques Séminaire présentation résultats Séminaire international de fin de projet									Non réalisé Réalisé Réalisé Réalisé Prévu en 2008

## F. Equipes impliquées

Le suivi et la mise en œuvre des opérations de recherche ont été délégués à quatre équipes de chercheurs localisées dans quatre pays.

Actions	Pays	Sites d'étude	Responsable (leader)
1.1. Analyse des marchés	Sénégal Mali Niger Burkina	Kolda / Dakar Sikasso / Bamako / Ségou / Mopti Niamey / Agadez / Konni Ouagadougou/Bobodioulasso	Cécile Broutin René Pocard-Chapuis Harouna Koré S. Hamadou / M. Ouedraogo
1.2. Déterminants de la compétitivité	Sénégal Mali Niger Burkina	Kolda / Dakar Sikasso / Bamako / Ségou / Mopti Niamey / Agadez / Konni Ouagadougou	Papa Nouhine Dieye Christian Corniaux Gilles Vias S. Hamadou / M. Ouedraogo
1.3. Diversification	Sénégal Mali Niger Burkina	Kolda / Fatick / Dakar Sikasso / Niono Niamey Ouagadougou	Maty Ba Diao Doubangolo Coulibaly Gilles Vias S. Hamadou / M. Ouedraogo
1.4. Formulation de politiques	Sénégal Mali Niger Burkina UEMOA	Pays Pays Pays Pays Région	Guillaume Duteurtre Youssef Koné Koré Harouna/ L. Tata S. Hamadou / M. Ouedraogo Cheikh Ly
2.1. Concertation nationale	Sénégal Mali Niger Burkina	Pays Pays Pays Pays	P.N. Dieye /M. Ba Diao D. Coulibaly/R. Pocard Gilles Vias S. Hamadou / M. Ouedraogo
2.2. Concertation régionale	Région		Cheikh Ly
3. Formation	Région		Guillaume Duteurtre

## II. Une meilleure connaissance scientifique des filières laitières en Afrique de l'Ouest

---

### A. Généralités sur les filières laitières

L'analyse de l'évolution des styles alimentaires montre une tendance à l'accroissement de la consommation des produits laitiers en Afrique de l'Ouest, notamment en milieu urbain, où des populations n'ayant pas d'habitudes de consommation de produits laitiers les ont rapidement adoptés (Broutin *et al.*, 2002, Essomba *et al.*, 2002). La production ne couvrant qu'une faible part de cette demande, des importations massives de lait en poudre sont réalisées (35 milliards FCFA au Sénégal, 15 milliards FCFA au Mali, 80 milliards de FCFA au Niger) alors que, dans le même temps, les politiques publiques n'ont pas cherché à favoriser un meilleur accès au marché des produits locaux (Broutin *et al.*, 2001). Or, le lait représente une source de revenus stratégiques pour les producteurs des zones pastorales mais aussi pour un nombre croissant de producteurs agricoles. Il s'agit notamment des producteurs céréaliers, cotonniers ou arachidiers engagés dans un processus d'intensification de leurs exploitations et d'intégration agriculture-élevage. Ces dynamiques sont observées dans plusieurs zones d'Afrique de l'Ouest, notamment dans la vallée du Fleuve Sénégal, dans les zones rizicoles du Delta du Niger, dans les bassins cotonniers du Sénégal, du Mali et du Burkina-Faso et autour des capitales comme Dakar, Bamako, Niamey, ou Ouagadougou. Ces espaces sont des régions agricoles particulièrement dynamiques. Ils constituent des bassins agricoles pionniers en matière d'innovations techniques et organisationnelles.

Pour les populations pastorales, la valorisation du lait a toujours représenté une importante source de revenus : la fabrication et la vente de lait caillé et de beurre fermier génèrent en effet des opportunités d'échange (troc) ou des entrées régulières de trésoreries pour ces éleveurs, même dans les zones les plus enclavées. Cette dynamique de diversification des revenus des systèmes pastoraux est encore aujourd'hui très présente dans les diverses zones pastorales d'Afrique de l'Ouest (Duteurtre *et Atteyeh*, 2000 ; Njoya *et Loko Dicka*, 1997, Vatin, 1996).

A côté de ces filières traditionnelles, on assiste progressivement à l'émergence dans certaines zones agro-pastorales de véritables bassins laitiers fonctionnant à partir du ramassage journalier du lait frais. Ce phénomène est particulièrement visible en périphéries des capitales mais aussi des villes secondaires au Sénégal, Mali, Burkina-Faso, Niger, Tchad (Metzer *et al.*, 1995 ; Duteurtre *et Meyer*, 2002 ; Dia, 2002 ; Rangnekar Thorpe, 2002). Ce nouveau type de débouché repose sur la mise en place de systèmes de collecte gérés par des entreprises de transformation modernes ou artisanales qui répondent aux attentes des consommateurs urbains : ateliers coopératives, centres de collecte, mini-laiteries, fromageries, laiteries industrielles (Sokhona *et al.*, 2003 ; Duteurtre, 2004).

Par la sécurisation des débouchés qu'elles procurent, ces filières offrent de réelles potentialités pour l'intensification des systèmes agricoles et pastoraux tout en permettant une meilleure gestion de l'environnement (notamment la conservation des fourrages, la valorisation des résidus de récolte, l'utilisation du fumier et la traction animale). On constate également le développement de dynamiques d'organisation des producteurs, l'émergence d'une demande solvable en fourrages, en semences animales ou en crédit, et la modification des règles d'accès aux ressources (Ba Diao *et al.*, 2002 ; Bosma *et al.*, 2001 ; Corniaux *et al.*, 2001, Dieye *et al.*, 2002 ; Le Masson et Sangaré, 2002 ; Le Masson *et al.*, 2002 ; Vias *et al.*, 2003).

A un niveau national, sont conduites des recherches de terrain en vue de renforcer l'implication de la recherche dans l'élaboration des projets et des politiques laitières par la mise en place de cadres de concertation nationaux. En réunissant les administrations, les ONGs et les organisations de producteurs autour d'informations issues de la recherche, le projet suscite des débats sur l'opportunité de mettre en place des plans de développement laitiers nationaux. Il a alimenté des réflexions prospectives et présenté aux décideurs des options susceptibles d'améliorer la compétitivité des filières locales et l'accès aux marchés des producteurs africains.

D'un autre côté, la régionalisation des échanges de produits laitiers importés (poudre de lait, lait UHT) ou locaux (yaourt, lait fermenté, lait concentré) et d'intrants (aliments de bétail, matériel génétique, emballages) au sein de la zone UEMOA justifie que les politiques nationales soient mises en cohérence au niveau régional. L'harmonisation des politiques tarifaires, fiscales et réglementaires des pays de l'UEMOA, les réflexions sur la Politique Agricole de l'Union et les négociations conduites par la CEDEAO sur la réduction des aides à l'exportation des pays du Nord ont constitué autant d'éléments qui militent en faveur d'une approche régionale du problème.

Ce nouveau contexte appelle une synthèse des expériences des divers pays de la zone comme souligné lors du colloque « Lait Sain pour le Sahel » tenu à Bamako en mars 2003<sup>5</sup>. La nécessité d'une approche régionale des politiques d'élevage est aussi soulignée par la FAO dans le cadre de son Initiative en Faveur des Eleveurs Pauvres<sup>6</sup>. La constitution du Réseau REPOL<sup>7</sup> (Réseau de recherches et d'échanges sur les politiques laitières) peut permettre de répondre à cette demande en fédérant les compétences de chercheurs jusqu'ici trop dispersés dans diverses institutions nationales (ISRA, IER, UAM, ONGs) et internationales (EISMV, CIRDES, CIRAD, ILRI ...). Il vise, en partenariat avec les décideurs politiques, à mieux appréhender la dimension régionale de cette problématique laitière.

---

<sup>5</sup> [www.laitsain.com](http://www.laitsain.com)

<sup>6</sup> Pro-poor Livestock Policy Facility (<http://www.fao.org/ag/againfo/projects/en/ppipi/home.html>)

<sup>7</sup> Voir les comptes-rendus des 2 dernières réunions sur le site internet : [www.laitsain.com](http://www.laitsain.com)

## B. Etudes de marchés et modes de consommation

### 1. Marchés et consommation du lait et des produits laitiers au Sénégal

#### Usages des produits laitiers à Dakar

Le lait en poudre est utilisé pratiquement par tous les ménages consommateurs de produits laitiers. Son utilisation généralisée au petit déjeuner (achat de sachets de plus de 400 à 500 g sans doute lié à la consommation familiale<sup>8</sup>). Il est très fréquemment utilisé pour faire du lait caillé domestique, notamment lors du ramadan où la consommation de plats à base de lait caillé est plus élevée (*laax, thiacy*, etc.). En période de ramadan, l'essentiel des ménages ne préparent qu'un seul repas quotidien « consistant », souvent à base de riz.

En ce qui concerne la préparation de lait caillé à partir de poudre, les transformateurs de rue achètent la poudre de lait, par sac de 25 kg, qu'ils transforment ensuite en lait reconstitué liquide avec des taux de dilution très variables. Le lait reconstitué obtenu est fermenté dans des bassines, avec un peu de lait fermenté. Le prix moyen de vente du lait caillé obtenu est de 600 FCFA le litre. Les vendeurs rencontrés ont des niveaux d'activité très variables ; ils sont cependant majoritairement satisfaits de l'évolution de leurs revenus et de leur clientèle. Tous Peul, ils ont choisi cette activité, à défaut d'une autre, par tradition et souhaitent la maintenir dans le futur.

Le lait UHT est consommé essentiellement sous forme de boisson, ce qui peut expliquer le faible niveau de consommation en période de ramadan (46 % des ménages pendant le ramadan contre 98% des ménages en dehors du ramadan). La consommation de lait UHT ne cesse de croître à Dakar : elle concernait déjà 60 % des consommateurs en 2002<sup>9</sup>. Cette augmentation peut être liée à un changement des habitudes des dakarois. La marque la plus citée est *Bridel*, c'est d'ailleurs bien souvent le nom utilisé par la ménagère pour désigner le lait UHT.

Le lait cru est consommé surtout sous forme de boisson en période de ramadan et très faiblement consommé hors ramadan. Cette consommation peut s'expliquer par la difficulté de se procurer ce produit à Dakar, et par la perte du goût pour le lait naturel chez beaucoup d'habitants de la capitale. Les transformatrices / revendeuses de lait local rencontrées proposent surtout du lait caillé, parfois du lait cru, du *díwu nior* (huile de beurre) ou de la crème.

Le yaourt en pot est consommé par beaucoup de ménages, mais en faible quantité. Il est surtout réservé aux enfants pour le goûter.

<sup>8</sup> On aurait sans doute constaté une plus forte consommation de lait en poudre sous forme de petits sachets si on avait réalisé une enquête « individus » plutôt qu'une enquête « ménages ».

<sup>9</sup> (Broutin *et al*, 2002)



La consommation de fromage fondu est relativement importante (tartine de pain au petit déjeuner). La consommation de gruyère est plus importante en période de ramadan, mais il est réservé plutôt au chef de famille à cause de son prix élevé.

La consommation du lait concentré semble avoir repris après une forte baisse après la dévaluation. Il est essentiellement consommé sous forme de lait concentré non sucré, mais par peu de ménages pendant le ramadan (49%), et par beaucoup de ménages hors ramadan (88%). L'augmentation de sa consommation hors ramadan est sans doute liée à son utilisation dans les plats à base de mil (en complément d'autres produits laitiers), souvent au dîner.

La consommation de produits laitiers hors foyer notamment dans les *tangana* (gargotes), concerne essentiellement du café au lait (ajout de lait reconstitué poudre ou de lait concentré sucré) et des tartines de pain avec de la margarine. La consommation hors foyer des ces produits augmente en saison froide (Broutin et al, 2006 ; Desmoulin, 2006 ; Duteurtre, 2006).

### **Les stratégies de commercialisation : l'utilisation des indications géographiques**

Les unités de transformation utilisent le lait de vache pour fabriquer des produits laitiers améliorés et mieux présentés aux consommateurs. Le lait cru est traité et transformé en lait frais pasteurisé, en lait caillé sucré ou non sucré et en huile de beurre. Les produits laitiers sont mis dans des emballages en sachets plastiques hermétiques de 250, 500 et 1000 ml. La différenciation des produits laitiers porte sur la marque adoptée par les laiteries mais également sur les mentions sur l'emballage se rapportant généralement à la qualité ou au terroir : « pur lait de vache », « qualité, hygiène, santé », « *soow piir* de Dahra Djoloff ». Chaque unité de transformation attribue une marque à ses produits qu'elle commercialise sur le marché.

Les marques adoptées par les unités de transformation du lait local indiquent généralement le terroir du produit ou du promoteur de l'unité. La culture Peul apparaît également dans ces marques. Ceci permet de les particulariser par rapport aux autres qui existent sur le marché. Toutes les marques des produits des unités de transformation reflètent le lait local, ce qui permet de valoriser les produits et faciliter leur distribution au niveau des points de vente.

Au Sénégal, le marché de produits laitiers s'agrandit de plus en plus. La prolifération du nombre de marques de produits laitiers et l'accroissement de la consommation ont favorisé le développement du marketing. Les Sénégalais sont très sensibles à la publicité. Elle est très sollicitée par les sociétés de production alimentaire et celles de production laitière en particulier.

Les entreprises laitières ont choisi une communication multi supports pour mettre en valeur leurs produits. Parmi ces supports, le panneau d'affichage urbain est très utilisé pour la publicité des produits laitiers. Dans toutes les villes du pays, aux abords des grandes voies de communication ou sur les murs des grands édifices, différents formats d'affiches touchent un large public. Les affiches publicitaires des produits laitiers offrent en général un message (slogan) en wolof. Le but principal du message est de « sénégaliser » un maximum de produits qui à l'origine ne sont pas sénégalais.



La publicité joue un rôle capital dans la distribution des produits laitiers. Elle constitue un moyen de propagande. Elle est également pour les consommateurs un moyen de distinguer les différents produits laitiers sur le marché et de faire un choix éclairé à l'achat. Selon les normes exigées par la législation, la publicité doit fournir des renseignements de base sur les produits (matière première, composants, etc.), des renseignements sur les aspects sanitaires et nutritionnels des produits et servir d'outil pour la commercialisation.

Cependant, il semble qu'au Sénégal les emballages et les publicités proposées par les industries locales créent une confusion chez les consommateurs ou les induisent en erreur sur l'origine et la composition des produits. Certaines publicités utilisent des arguments ou se fondent sur le prestige d'une origine géographique pour assurer la promotion d'un produit, or les indications ou la présentation de ce produit sont mensongères.

Certains emballages de lait fermenté industriel ne mentionnent pas l'origine de la matière première et ne renseignent pas sur la composition réelle du produit. Par conséquent les informations fournies autour du lait réemballé n'édifient le consommateur de façon précise et exhaustive. Dès lors, il est difficile pour le consommateur de faire la différence entre les produits issus du lait naturel et les autres fabriqués à partir du lait en poudre (Bakhoum, 2006).

## 2. La consommation de lait et de produits laitiers au Burkina Faso

Les études réalisées à Bobo-Dioulasso au Burkina Faso montrent que le budget mensuel alloué à l'achat des produits laitiers est proportionnel au revenu. Il est de  $2\,406 \pm 2\,106$  F CFA pour un revenu mensuel inférieur à 30 000 F CFA,  $2\,499 \pm 1\,882$  F CFA pour un revenu compris entre 30 000 et 60 000 F CFA,  $3\,024 \pm 2\,689$  pour un revenu compris entre 60 000 et 90 000 F CFA,  $2\,407 \pm 2\,167$  F CFA pour un revenu compris entre 90 000 et 150 000 F CFA et 5 000 F CFA pour les revenus supérieurs à 150 000 F CFA. Les dépenses mensuelles moyennes consacrées au lait et aux produits laitiers oscillent entre 200 F CFA et 14 000 F CFA chez les originaires du Nord et entre 200 F CFA et 12 000 F CFA chez les originaires du Sud du pays. Les dépenses mensuelles moyennes s'établissent à  $2\,830 \pm 2\,613$  F CFA chez les Nordistes et  $2\,170 \pm 2\,006$  F CFA chez les Sudistes. Ces moyennes sont significativement différentes au

seuil de 1% traduisant effectivement des dépenses plus importantes chez les personnes originaires du Nord. Les produits les plus consommés sont alors le yaourt, le lait pasteurisé et le fromage.

Plus le revenu augmente, plus le budget alloué à l'achat des produits laitiers est important (cf. Tableau ci-dessous) et d'autre part, que lorsque le revenu est faible, les consommateurs ont tendance à diversifier les produits laitiers.

Dépenses mensuelles en lait et produits laitiers selon le niveau du revenu des enquêtés

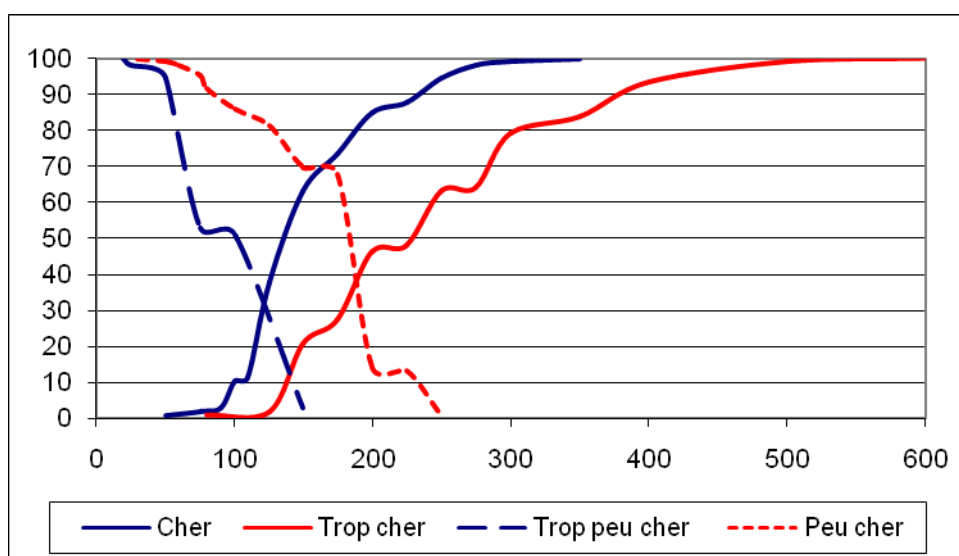
Niveau de revenu	Minimum	Moyenne	Ecart - type	Maximum
< 30 000	200	2 406	2 106	9 000
30 000 < R < 60 000	200	2 499	1 882	7 500
60 000 < R < 90 000	200	3 024	2 689	10 000
90 000 < R < 150 000	1 000	2 407	2 167	7 000
> 150 000	5 000	5 000	-	5 000

Source : Pale, 2006

Plusieurs autres facteurs influencent l'achat du lait et des produits laitiers. Il s'agit notamment de l'hygiène (citée par 27% des enquêtés), du prix (23%), du goût (18%), de la disponibilité des produits (11%), de l'emballage (10%), de la facilité d'usage (7%) et de la facilité de conservation (6%). En ce qui concerne le prix, la sensibilité des consommateurs a été examinée.

La zone des prix acceptables pour le consommateur se situe entre 125 et 200 F CFA soit, entre 500 et 800 F CFA le kilogramme de yaourt. Elle est définie par les intersections d'une part des courbes « trop cher » et « peu cher » et d'autre part, des courbes « trop peu cher » et « cher ».

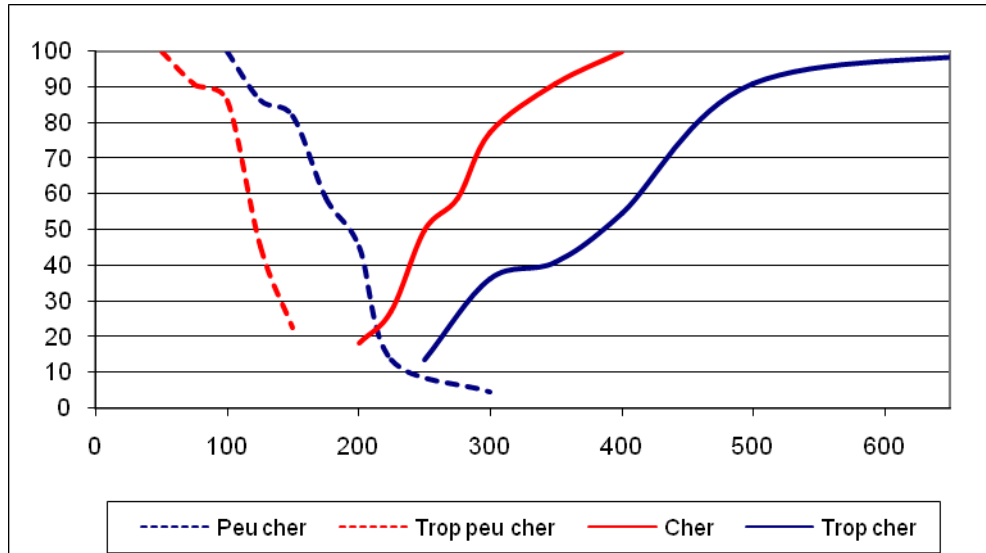
Sensibilité au prix du yaourt conditionné en sachet de 125 g



Source : Pale, 2006

Dans le cas du lait pasteurisé, une extrapolation permet d'estimer entre 150 et 250 F CFA, la zone de prix acceptable du demi-litre de lait frais, soit entre 300 et 500 F CFA le litre (cf. Figure ci-dessous). Ce prix reste dans la fourchette des prix jugés acceptables par la majorité des consommateurs, soit 59% des personnes enquêtées (Hamadou et al., 2006 ; Pale, 2006).

Sensibilité au prix du demi-litre de lait



### 3. La consommation de lait et de produits laitiers au Mali

#### Caractérisation de la consommation et des profils de consommateurs

- *Classes de consommation de produits laitiers*

La consommation de produits laitiers est corrélée au niveau de revenus déclarés et cumulés à l'échelle du foyer (Cf. tableau). A Bamako, la consommation moyenne par habitant et par an, va du simple au quadruple entre les classes de revenus. Ségou s'aligne sur la même tendance, mais dans de moindres proportions. A Sikasso, le lien est moins net, le niveau de consommation paraît moins lié aux revenus. Mopti présente un système bien différent. Le niveau global de consommation estimée est deux fois inférieur aux autres villes. Le lien de corrélation positive entre revenus et consommation de produits laitiers est inexistant. On noterait plutôt la tendance inverse, la classe la plus pauvre ayant une consommation moyenne deux fois supérieure à celle de la classe la plus riche.

Niveaux de consommation de LPL et classes de revenus à Bamako

Classes de revenus cumulés dans le foyer	Bamako	Mopti	Ségou	Sikasso
1 : Moins de 50.000 CFA / mois	<b>23</b> (36)	<b>21</b> (23)	<b>40</b> (47)	<b>34</b> (23)
2 : 50 à 100.000 CFA / mois	<b>46</b> (33)	<b>15</b> (10)	<b>56</b> (61)	<b>57</b> (48)
3 : 100 à 250.000 CFA / mois	<b>51</b> (33)	<b>22</b> (18)	<b>89</b> (70)	<b>54</b> (44)
4 : Plus de 250.000 CFA / mois	<b>91</b> (57)	<b>13</b> (5)		

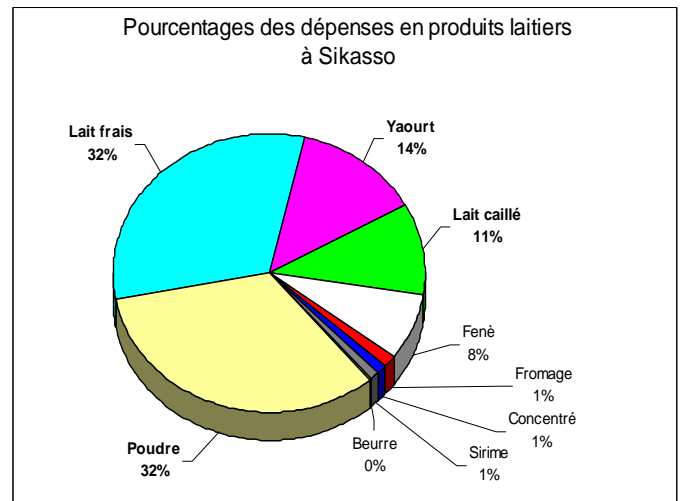
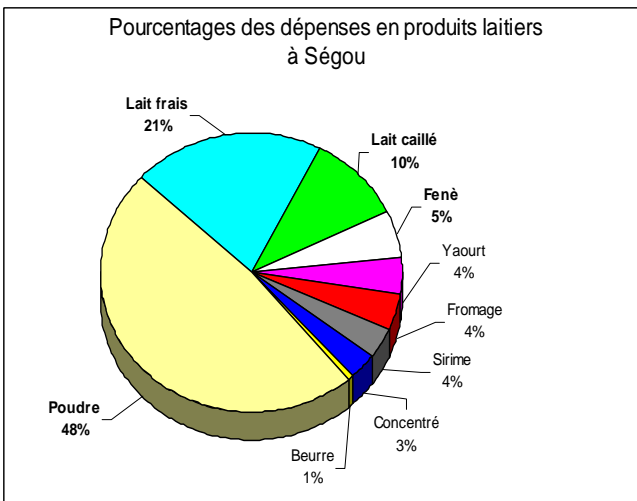
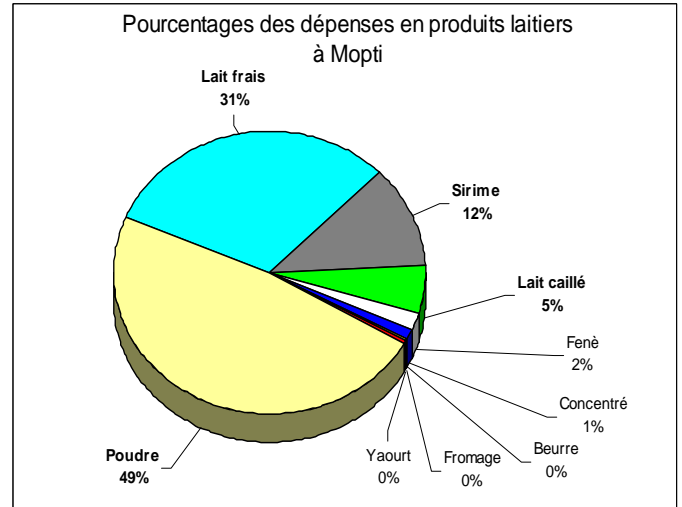
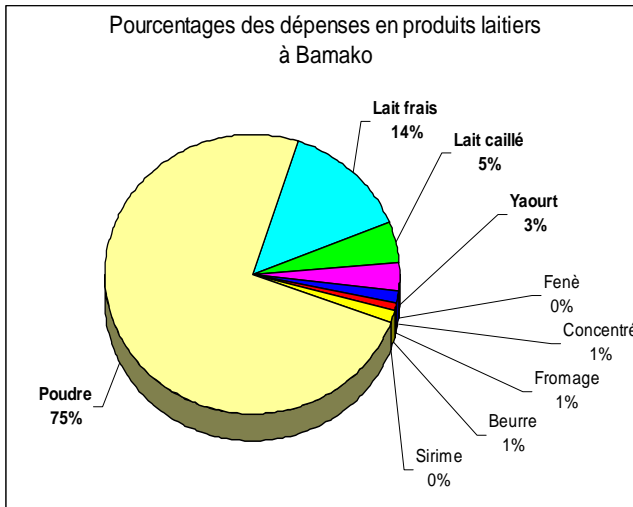
NB : Le chiffre en gras indique une moyenne de consommation, en KG par habitants et par an. Le chiffre en italique et entre parenthèses indique l'écart-type autour de cette moyenne. A Ségou et Sikasso, la distinction n'est pas faite entre les classes de revenus 3 et 4 (fondues en une seule classe, de plus de 100.000 Cfa par mois).

A Bamako, les quantités de laits et produits laitiers consommées sont nettement dépendantes des revenus. Consommer beaucoup de lait y est un luxe. A Mopti au contraire, les produits laitiers semblent faire partie des modes d'alimentation, pour toutes les classes de revenus. Ils ne peuvent être assimilés à un produit de luxe. L'élévation du niveau de vie semble s'accompagner de nouveaux types de consommation, non laitiers. Le lait à Mopti serait un aliment traditionnel, lié à un mode de vie, dont on s'éloigne quand on s'enrichit.

- *Types de produits consommés*

Des différences notables apparaissent entre les villes (Cf. Figure). Bamako se détache par l'énorme part de la poudre dans la consommation des foyers (76%). Le lait frais occupe une place très minoritaire, avec seulement 14% des dépenses. Les autres produits correspondent à de simples niches, sur un marché dominé par la poudre. Ce produit est fortement présent dans les autres villes, où il n'atteint cependant pas les 50% des dépenses en produits laitiers. D'autres produits sont plus fortement ancrés. Le lait frais et le *Sirimé* (beurre fondu) se distinguent à Mopti. A Sikasso, lait frais, *féné* (crème fermentée), lait caillé et yaourt totalisent 65% (le yaourt y est en réalité un lait caillé, aromatisé et sucré). Ségou se distingue par une consommation la plus diversifiée des quatre villes.

Part de chaque produit dans les dépenses totales en LPL des foyers



**Modes de consommation à Bamako**

A Bamako, les produits laitiers sont diversement consommés par les populations. Ainsi, le yaourt est consommé surtout par les enfants. De même, le fromage produit rare, voire exceptionnel, fait l'objet d'une consommation plus ciblée. Le *Sirimè*, produit typé, a un profil similaire ; dans une moindre mesure, le lait frais et le beurre s'alignent sur le *Sirimè* comme produits réservés à une certaine catégorie de consommateurs.

Le beurre et le fromage sont consommés surtout le matin, ce qui dénote une mode de consommation bien spécifique. Il en est de même pour le lait en poudre, consommé avec du café ou du thé, ou à l'état pur. Le lait frais est consommé presque exclusivement le soir, sans doute pour des raisons de délai d'acheminement depuis la ferme. Le lait frais est bu pur le plus souvent, parfois en ingrédient de couscous. Le *féné* et le lait caillé sont, consommés le plus souvent comme ingrédient dans un plat.

- Les motifs de non consommation des produits laitiers

Les motifs de non-consommation des produits laitiers sont liés à plusieurs facteurs. Le yaourt est le produit qui fait le plus souvent l'objet de rejets, sauf à Bamako. A Ségou et Mopti, c'est un produit nouveau, émergent et cher. Il est mieux accepté à Bamako et Sikasso.

La poudre au contraire n'est que très rarement rejetée, c'est le produit le mieux accepté par tous. L'argument du prix élevé est très rarement avancé. Les emballages en micro doses rendent le produit accessible aux plus petites bourses.

La question de l'accessibilité est très évoquée à Bamako, pour les produits frais, issus d'une production locale de lait cru. Ce n'est pas le cas dans les autres villes, plus petites, où la distribution par bicyclette est facile et efficace. Ce qui montre que la distribution des produits locaux constitue des contraintes à Bamako. Il est observé également que les rejets pour le goût sont fréquents à Bamako, mais pas ailleurs. Ils concernent des produits d'origine locale, lait caillé et *féné*.

Les questions sanitaires n'affectent que très peu le choix des consommateurs, y compris pour les produits locaux (le lait caillé et le *féné*).

#### 4. La consommation du lait et des produits laitiers au Niger

La capitale (Niamey) est le plus gros marché laitier du pays avec une population urbaine qui s'accroît au rythme de 4,96% par an. Bien qu'elle soit entourée par une zone agro-pastorale, la production locale est loin de couvrir les besoins des citoyens. En effet, le bilan laitier fait apparaître un important déficit qui s'accroît d'année en année : - 58 121,2 tonnes en 2000, -78 586,2 tonnes en 2006.

De ce fait la consommation moyenne par habitant en lait local baisse aussi : 6,7 litres en 1990 contre 4,6 litres en 2000. Ce niveau de consommation est très nettement en dessous de la norme des Nations Unies (soit 93 Litres/personne/an).

Les données d'enquêtes sur la consommation du lait et des produits laitiers à Niamey permettent de dégager certaines tendances et facteurs :

- ◆ les quantités consommées en lait local diminuent si la tranche des dépenses ou la taille du ménage augmente ;
- ◆ les quantités consommées sont plus faibles chez les cadres que chez les autres catégories socioprofessionnelles urbaines ;
- ◆ les quantités consommées sont plus élevées en zone rurale qu'en zone urbaine ;
- ◆ le lait frais de vache n'est consommé que par 36,6% des ménages urbains. Il est concurrencé par le lait importé (UHT, pasteurisé)

Le problème majeur du lait local est avant tout sa disponibilité en quantité et en qualité sur le marché urbain car la ville de Niamey compte une importante population à faible revenu qui consomme des plats dont le lait local est une des composantes majeures (bouillies, ...).

Les causes de cette offre marginale ont pour origine les conditions de production et de commercialisation du lait local.

Le recours aux importations ne permet de combler qu'une partie de ce déficit en « année normale ». Par contre en année de crise alimentaire aigue, les aides internationales souvent tardives contribuent à rendre le bilan excédentaire comme ce fut le cas en 2005-2006 (Vias et al, 2006).

## C. Etudes des déterminants de la compétitivité des filières laitières

### 1. Compétitivité de la filière laitière locale du Sénégal : cas du système laitier périurbain

#### **Dynamique d'extension des bassins de collecte rural : cas de la ceinture laitière périurbaine de Kolda**

Les interactions spatiales entre la ville et la campagne, les innovations en termes de systèmes locaux territorialisés de production, mais aussi les réseaux de proximité, ont apporté une dynamique dans la filière laitière locale du département de Kolda au Sud du Sénégal. Cette dynamique a engendré des mutations dans les rapports sociaux à l'échelle des terroirs, qui induisent de nouveaux rapports économiques entre les acteurs, pouvant être source de développement local.

Les étables laitières qui sont considérés comme une innovation majeure au Sud-Est du Sénégal sont relativement récentes dans la région. L'objectif initial des promoteurs de la stabulation était moins une production laitière que la production d'une fumure organique de qualité et l'amélioration de l'état corporel des animaux de trait. C'est à partir de 1985 que la pratique de la stabulation a pris une nouvelle allure avec la formation d'étables fumières grâce à la valorisation de la graine de coton, pour assurer la complémentation des animaux retenus à l'étable. Ces dynamiques ont incité l'intégration agriculture-élevage dans les systèmes cotonniers à faibles intrants. Cette expérience est mise en œuvre au sein de petites exploitations familiales. Elle consistait à mettre en place un suivi sanitaire des animaux, la mise à la disposition des producteurs d'intrants alimentaires (notamment la graine de coton), l'appui à l'édification d'un habitat amélioré (étable cimentée). Ces conditions étaient favorables à une production laitière, d'où un regain d'intérêt pour les exploitants avec la rentabilisation de l'étable.



Cette option aura permis de passer de l'étable fumière à « l'étable laitière ». Ainsi démarre un approvisionnement timide des centres urbains de Kolda, Vélingara, Tambacounda en lait par leur arrière-pays rural, les villages étant situés à des distances exceptionnellement supérieures à 25 km.

L'organisation de la production laitière (institutions, espace de production, amélioration des ressources, ...), combinée à la possibilité de produire du lait en toute saison furent considérées comme une révolution de l'élevage dans cette partie du territoire où les pratiques d'élevage imposées par le tarissement des vaches avec la baisse de qualité et de quantité des ressources alimentaires ne permettaient pas la traite des vaches en saison sèche.

La stabilisation des débouchées par la création à partir de 1995 de la première unité de transformation du lait cru dans la ville de Kolda pose les véritables jalons de la filière naissante. Un enjeu économique se dessine car il existe une production et un marché potentiel. Le tourteau de coton, les étables, les mini-laiteries ont constitué la base de ce modèle de développement. En une décennie, le bassin de collecte s'est étendu, des innovations organisationnelles sont notées avec la naissance d'interprofessions du lait. Les évolutions ont également montré l'apparition de nouveaux acteurs dans le développement de la filière. Il s'agit d'un corps de collecteurs-livreurs, dynamiques, vecteurs d'information entre la ville et les villages.

La configuration spatiale du bassin de collecte laitière du département de Kolda obéit à la logique géographique en rapport avec l'état que constituent les deux pays limitrophes vis-à-vis de Kolda. Cette situation géographique n'est certainement pas une contrainte, mais plutôt une opportunité d'échanges actifs à exploiter davantage entre le Fouladou et les Etats frontaliers. En effet, le bassin de production de Kolda s'est développé non pas sur la direction Est-Ouest beaucoup plus étendue, mais plutôt sur le sens Nord-Sud, limitée de part et d'autre par la Gambie (au Nord) et la Guinée Bissau (au Sud). Ainsi, le bassin de collecte de Kolda est divisée en deux zones de production : une zone nord et une zone sud séparées l'une de l'autre par le périmètre communal (ville de Kolda). Ces deux zones sont inscrites dans les communautés rurales de Ndorna et Saré Bidji au Nord et Nord-Ouest, Dioulacolon, Médina El Hadj, Tankanto Escale et Salikégné au Sud, qui sont frontalières aux Etats ci-dessus cités (Cf. carte n°1).

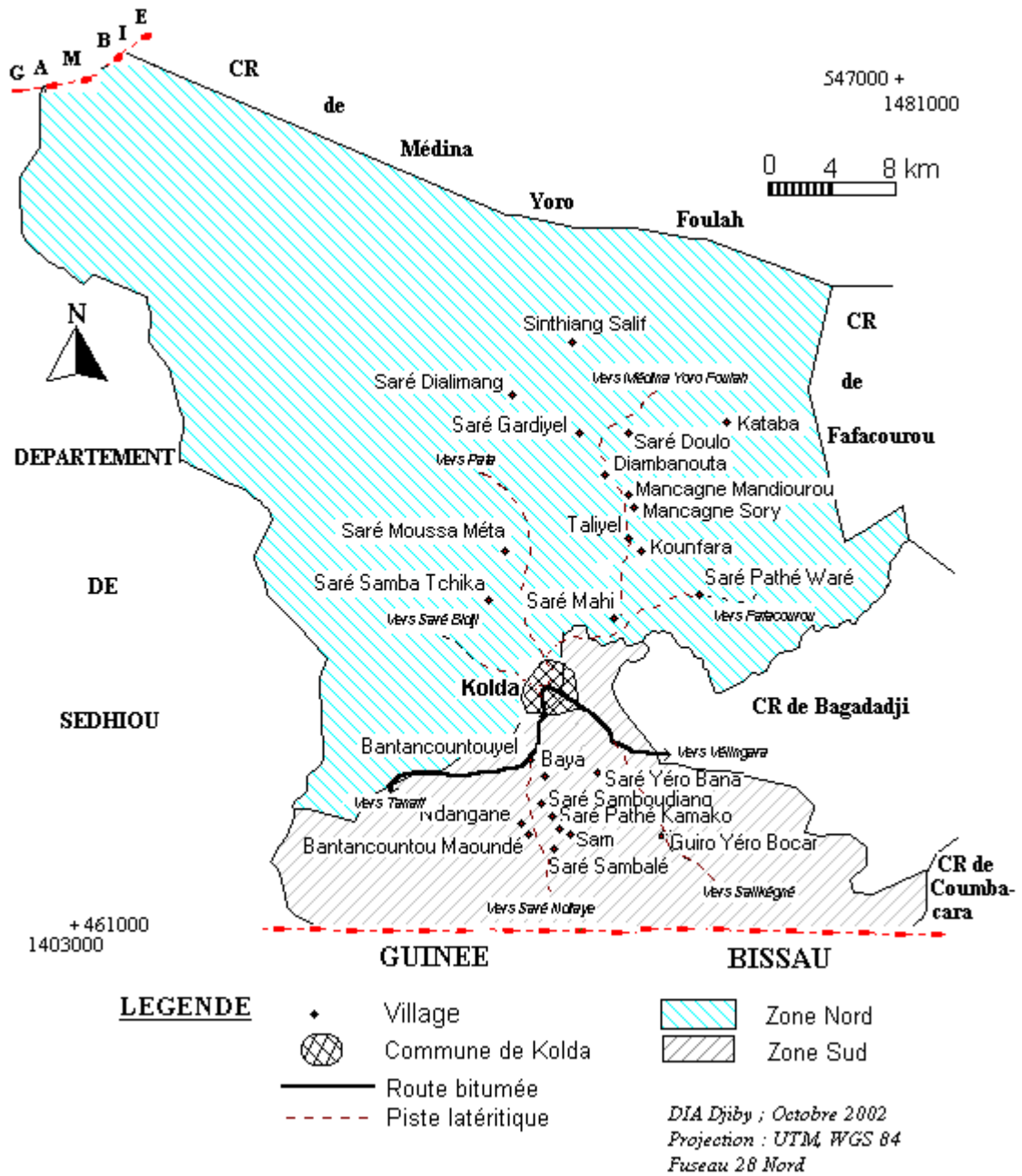
Le bassin Nord renferme 77% des producteurs du département et 72% des villages en 2005.

Le bassin de collecte de Kolda a connu une extension au cours de ces dernières années. De 6 km au début, aujourd'hui, les villages les plus éloignés de la ville de Kolda se situent à plus de 30 kilomètres dans la zone de production Nord.

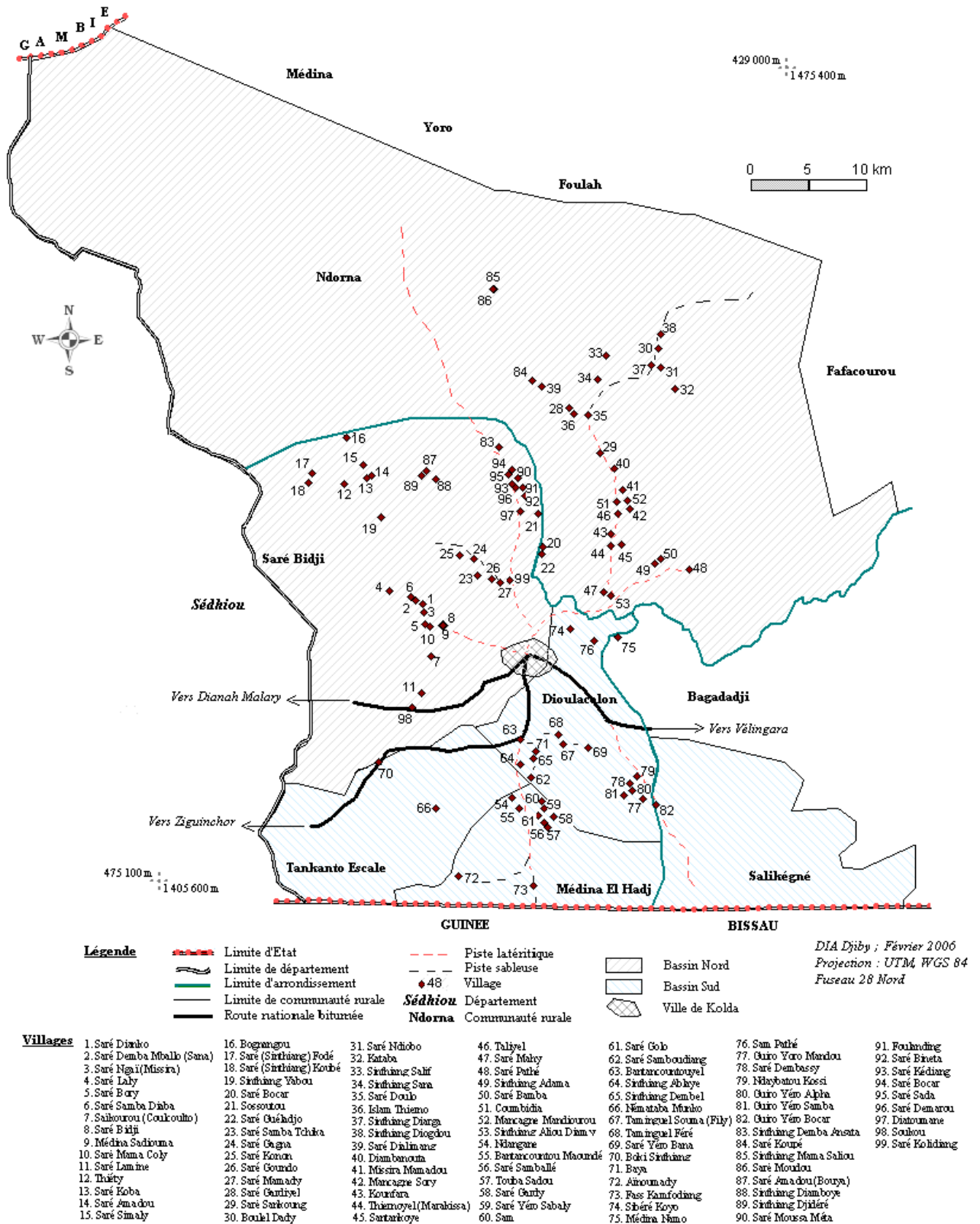
L'élargissement du bassin de collecte pourrait être un indicateur de la viabilité de ce système de production laitière basé sur la valorisation des sous produits agroindustriels.

L'extension du bassin dans l'espace est accompagnée d'une augmentation du nombre de producteurs et de la quantité collectée. De même, on constate une multiplication des unités de transformation laitière (Carte n°2).

Carte n°1 : Localisation géographique des villages du bassin de collecte du lait dans le département de Kolda en 2002



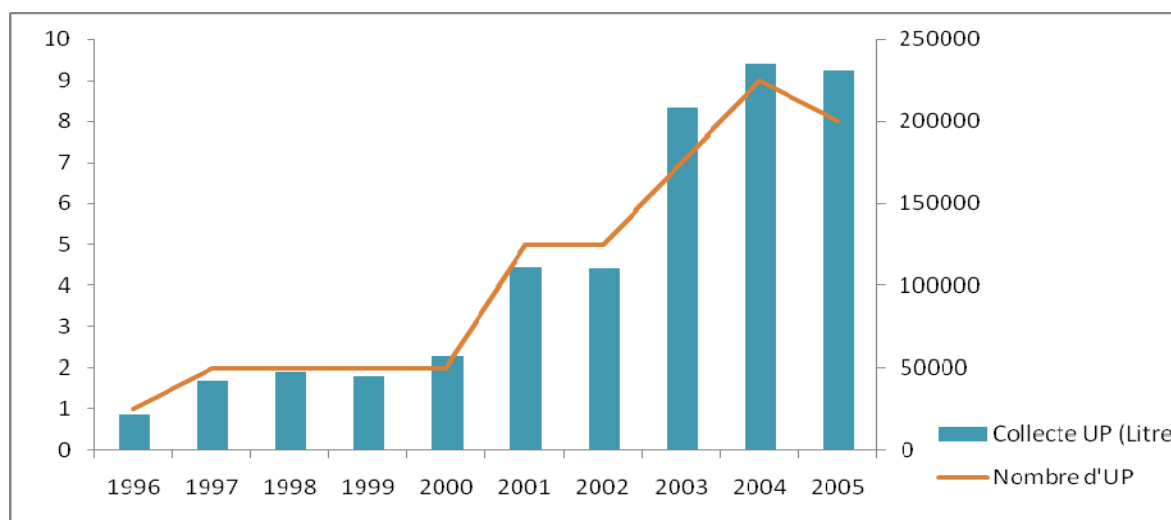
Carte n°2 : Localisation géographique des villages du bassin de collecte du lait dans le département de Kolda en 2005



DIA Djiby ; Février 2006  
Projection : UTM, WGS 84  
Fuseau 28 Nord

Dans le bassin laitier de Kolda, en quelques années le nombre de producteurs a été multiplié par 15 : de 23 producteurs dans 9 villages en 1994, on est passé à 108 en 1998 dans 30 villages. D'une laiterie artisanale en 1996, on est passé à 5 unités en 2001. Aujourd'hui, le département de Kolda compte 8 unités de transformation laitière d'une capacité variant entre 50 et 350 litres par jour (employant entre 2 et 4 personnes chacune), plus de 350 producteurs et une centaine de villages impliqués, montrant la dynamique spatiale de la production laitière dans le département de Kolda (Cartes n°1 et 2). La production collectée par les unités de transformation est passée de 21 253,5 litres en 1996 à 57 028 litres en 2000 puis 231 450 litres en 2005.

Evolution du nombre de laiteries et volumes de lait cru collecté à Kolda



Source : CRZ Kolda + données d'enquêtes auprès des mini-laiteries

En saison des pluies, toutes les vaches en vêlage produisent du lait susceptible d'être commercialisés par les producteurs qui trouvent des débouchés. En effet, le marché du lait est fortement caractérisé par un déséquilibre entre l'offre et la demande suivant les saisons.

Les enquêtes dans les différents villages révèlent pour l'essentiel, les agropasteurs hors de ce processus de collecte sont plus nombreux que ceux adhérant à la démarche. En effet, le nombre de producteurs est très faible par rapport à la population des villages, et par rapport aux populations susceptibles de s'intéresser à la production laitière. Plusieurs raisons expliquent cette réalité dans la zone de Kolda.

Certaines populations expliquent le fait par la culture Peul qui considère la marchandisation du lait à grande échelle comme une atteinte à l'honneur et à la dignité Peul. Certaines populations restent encore profondément conservateurs des valeurs de la tradition Peul.

D'autres l'expliquent par la composition d'un troupeau. Pour la plupart des exploitations, le troupeau est la propriété de plusieurs individus ou groupes d'individus. De même, plusieurs animaux que compte le

troupeau ont été confiés par des parents ou d'autres connaissances. Ces réalités sociologiques font que la prise de décision pour le mode d'exploitation du troupeau est plus complexe au sein de plusieurs exploitations familiales. La question des accords internes est assez présente dans ces systèmes de production pour les choix des acteurs. La gestion commune du troupeau fait qu'une famille pourrait ne pas autoriser la production laitière à des fins commerciales parce que se sentant probablement lésée dans la distribution des revenus issus des transactions. Il se pose le problème de la confiance, de la jalousie ou de la démocratie interne.

Il faut également noter qu'une importante partie de la population ne dispose pas de cheptel bovin. Le bétail en leur possession est composé de petits ruminants ou de la volaille. D'autres sont agriculteurs.

Enfin, des producteurs soutiennent ne pas avoir accès à la graine de coton en quantité suffisante pour participer à une bonne campagne de production laitière. A ce sujet, il faut noter le comportement assez particulier de certains producteurs qui, à la place d'une complémentation au tourteau de coton pour la production laitière, se lancent dans l'embouche avec le même produit. De même, des éleveurs utilisent la graine de coton à d'autres fins autres que la production laitière. Ils renforcent le bétail affaibli par la saison sèche. Ces pratiques renseignent sur la prise de décision par les producteurs en faveur ou non de la stabulation. Elles montrent qu'en dehors de la production laitière, l'embouche est également une source de revenu non négligeable pour les éleveurs de la zone (Dia, 2007).

### **Rentabilité des filières laitières périurbaines**

La filière laitière périurbaine de Kolda est financièrement rentable. Le bénéfice des acteurs (producteurs et transformateurs) impliqués s'élève à 84,3 millions de FCFA, soit 380 FCFA par litre de lait commercialisé. Elle est donc susceptible d'offrir des opportunités d'investissement. Sur le plan économique, la filière dégage un gain social de l'ordre de 96 millions de FCFA. Ceci indique un usage efficace des ressources nationales et une contribution positive au revenu national. La différence entre le bénéfice au prix de marché et le bénéfice au prix de référence étant négatif, on peut conclure que les acteurs de la filière contribuent à la croissance de l'économie, au-delà de la rémunération qu'ils reçoivent.

MAP de la filière consolidée

	<b>Recette</b>	<b>Biens échangeables</b>	<b>Biens non échangeables</b>	<b>Bénéfice</b>
Prix du marché	159 257 800	13 628 159	61 320 947	84 308 693,9
Prix de référence	193 687 790	11 175 090	86 505 377	96 007 322,9
Ecart	-34 429 990	2 453 069	-25 184 429	-11 698 629

Source : Diarra, 2007

Ces résultats montrent que l'activité laitière dans la zone périurbaine de Kolda est un créneau porteur et mérite donc un développement. Afin de mieux comprendre la distribution des richesses au niveau de la filière et de l'implication de chaque type d'acteurs dans l'économie du pays, une matrice d'analyse a été établie pour chaque type d'agent. Au niveau producteur, la saisonnalité de la production laitière est prise en compte ; les deux saisons ayant des problématiques différentes surtout en termes de disponibilité en ressources fourragères.

L'activité de transformation est financièrement rentable. Le bénéfice des transformateurs s'évalue à 34,26 millions de FCFA, soit 154,5 FCFA par litre de lait caillé commercialisé. C'est aussi une activité qui est économiquement rentable. Elle contribue à la croissance de l'économie au-delà de la rémunération qu'elle reçoit.

MAP des unités de transformation

	Recette	Biens échangeables	Biens non échangeables	Bénéfice
Prix du marché	133 057 800	64 381 936	34 411 553	34 264 311,3
Prix de référence	167 487 790	46 102 763	32 106 175	89 278 852,0
Ecart	-34 429 990	18 279 173	2 305 378	-55 014 541

Source : Diarra, 2007

En considérant les deux saisons ensemble, la production laitière est également financièrement rentable. Le bénéfice est de l'ordre de 53,6 millions de FCFA, soit 242 FCFA par litre de lait commercialisé. Il semble donc que l'activité de production soit plus rentable que l'activité de transformation. Sur le plan économique, on a un usage efficace des ressources et une contribution positive au revenu national. La valeur zéro au niveau des cases « Biens échangeables » montre que les producteurs laitiers ont recours aux intrants non échangeables comme les résidus de culture et les parcours naturels (Diarra, 2007).

### **Coûts de transaction et contrats dans les filières laitières**

L'objectif des politiques de sécurité alimentaire est d'assurer les besoins de base des populations. Dans la plupart des pays de l'Afrique subsaharienne, la majorité des besoins en produits laitiers est satisfaite par les importations de poudre de lait. Pour réduire cette dépendance, la politique de prix incitative mise en place n'a pas provoqué la réaction positive attendue au niveau de la production locale (Dièye, 2006).

Au niveau des filières laitières, l'émergence des petites entreprises de transformation constitue une innovation organisationnelle majeure dans l'articulation entre l'amont et l'aval, tant par l'apparition de nouveaux types d'acteurs que l'émergence de nouvelles relations régissant les échanges. Les performances des laiteries sont certes dues aux caractéristiques des produits mis sur le marché mais également au volume qu'elles peuvent traiter. Les transformateurs ont ainsi deux impératifs : sécuriser leur

approvisionnement pour garantir des revenus stables, élaborer des produits compétitifs, aptes à satisfaire les besoins des consommateurs urbains très exigeants et à générer des marges importantes.

La stabilisation et la sécurisation des livraisons dans ce système de collecte approvisionnant les laiteries, sont associées à l'organisation des transactions entre les différents acteurs intervenant dans l'échange. L'approvisionnement en lait repose ainsi sur des engagements diversifiés et complexes entre éleveurs, collecteurs/livreurs et transformateurs. Les transactions sont de natures différentes et réalisées à des niveaux différents : bilatérales, collectives ou liées à d'autres facteurs comme les intrants.

Les transactions bilatérales à la production sont le résultat d'une négociation entre les éleveurs ou les membres de leurs familles. Dans le cas des transactions intra-familiales, il s'agit des décisions sur le choix des animaux à utiliser pour la production mais également la valorisation des produits. Les stratégies de valorisation et les décisions de vente dans ces systèmes sont fortement liées aux arbitrages au sein des concessions. Les transactions bilatérales à la collecte sont le résultat des négociations entre les éleveurs et les collecteurs livreurs pour le transport du lait. La fonction de transport peut être remplie par des producteurs, dans le cas du transport à tour de rôle, ou par des livreurs salariés.

Les transactions bilatérales à la livraison sont celles qui se déroulent entre les collecteurs livreurs et les gérants des laiteries. Ces transactions concernent également la rémunération du collecteur-livreur. Dans ce cas, le transformateur remplit seulement une fonction d'intermédiation entre le collecteur-livreur salarié et l'éleveur.

Les transactions collectives se déroulent entre les éleveurs des groupements de producteurs de lait, entre les différentes unions de groupements et les transformateurs. Les transactions collectives portent sur l'acquisition des intrants alimentaires, l'organisation de la collecte et du transport du lait. En ce qui concerne les intrants, les négociations entre éleveurs membres du même groupement portent sur les apports individuels, le recours au crédit intrant au niveau d'une structure de financement ou par l'intermédiaire des laiteries.

Les transactions liées individuelles sont mises en place par les grandes laiteries comme « Le Fermier » à Kolda pour consolider leurs réseaux d'approvisionnement. Les transactions liées sont très diversifiées et leur nature est différente en fonction des éleveurs. Le choix des éleveurs bénéficiaires dépend de la laiterie et le paiement se fait sur les quantités de lait. Les transactions liées peuvent ainsi concerner la fourniture de ressources vivrières, notamment du riz, contre la livraison du lait. Les éleveurs peuvent également recevoir des avances sur leurs revenus laitiers ou bien bénéficier de crédits divers (Dièye, 2006).

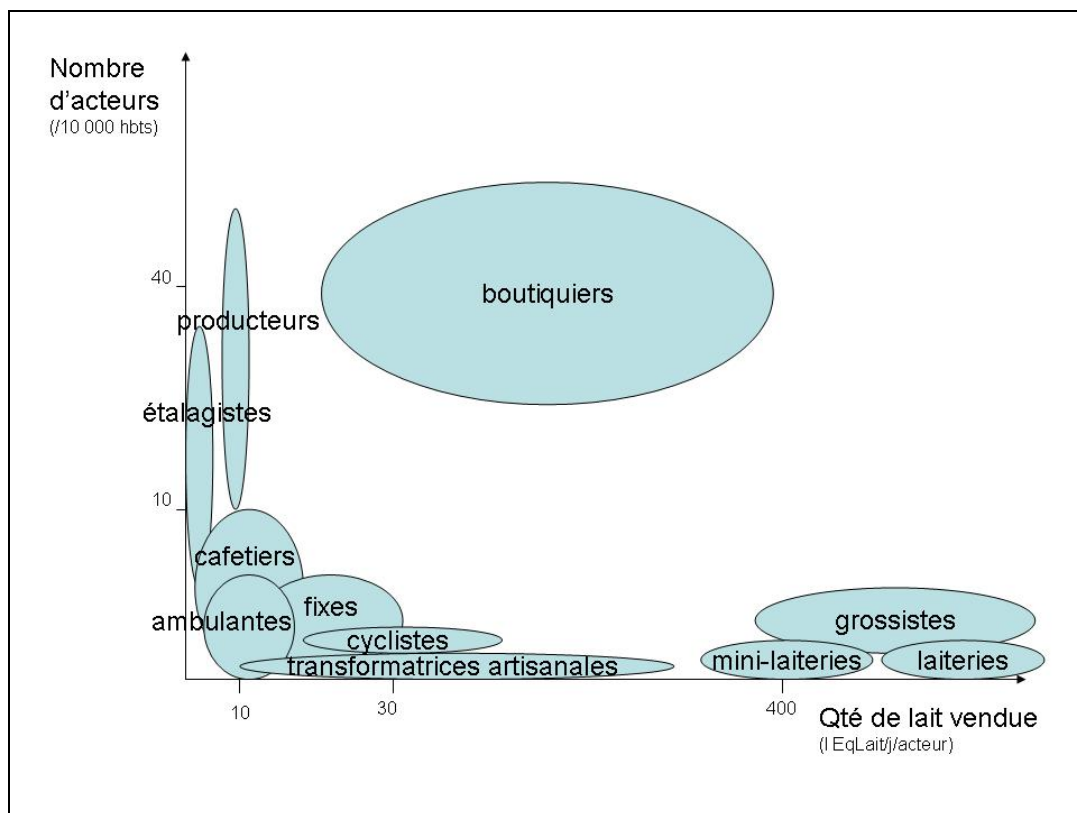
## 2. Facteurs de compétitivité des produits laitiers au Mali

Afin de préciser les facteurs de compétitivité des produits laitiers au Mali, 700 acteurs de la filière ont été interrogés dans les principaux centres urbains du pays : Bamako, Koutiala, Mopti, Ségou et Sikasso.

Le prix est un facteur discriminant entre les nombreux produits mis sur le marché. Les produits conditionnés par les unités locales et le lait UHT sont les plus chers (respectivement 500 à 700 et 1000 Fcfa/litre Eq). Les produits les plus consommés en ville sont aussi les plus abordables (de l'ordre de 250 à 350 Fcfa / l Eq) tout au moins quand leur volume de conditionnement est supérieur à 250 g. Il s'agit du lait concentré et du lait en poudre. Contrairement à l'idée reçue, les produits laitiers locaux sont vendus dans la même gamme de prix que ces deux types de produits importés, en particulier dans les villes secondaires. Le *sirimé* et le *féné* sont même très bon marché, de l'ordre de 100 Fcfa / l Eq.

Dans les centres urbains maliens, le facteur prix n'explique donc pas à lui seul l'écart semble-t-il grandissant entre les ventes de laits importés, notamment le lait en poudre, et celles du lait produit localement. Une autre raison se trouve dans la force de distribution de ces produits importés face aux produits locaux. Le réseau de boutiquiers, dense, représente un atout décisif en faveur du lait en poudre face à celui des revendeuses de lait frais ou caillé issu de la production locale. Aussi bien en termes de flux commercialisés que de nombre d'acteurs par habitant urbain, les boutiquiers dominent clairement l'ensemble des acteurs de la filière lait. En comparaison aux autres détaillants, leurs ventes sont 2 à 10 fois supérieures et ils sont près de 20 fois plus nombreuses à Bamako (Cf. Figure). Au fond, en ville, l'atout majeur du lait en poudre est sa disponibilité à un prix compétitif (Corniaux et al, 2006).

Importance quantitative des acteurs de la filière lait au Mali.





A Bamako où la poudre de lait domine, le lait local est le moins cher des laits frais. Il est moins cher que le lait de Nido (Nestlé), deuxième poudre la plus vendue après Laicran, et totalisant 40% des volumes de poudre vendus en hivernage (34% en saison sèche). La différence de volume de vente entre la marque Nido avec la marque Laicran est de l'ordre de 15%.

A Mopti le caractère saisonnier est très marqué. En hivernage le prix au litre du lait local est le plus compétitif. En saison sèche, le prix du litre de lait frais est multiplié par 2,4. La chute de l'offre a conduit à une hausse brutale du prix, ce qui se traduit par une croissance des ventes de poudre de lait sur les marchés des quartiers.

La compétitivité prix du lait en poudre est relative, dépendant des villes et des saisons. A Bamako, elle n'explique pas à elle seule l'écart de consommation entre le lait local du lait et la poudre de lait.

### 3. Compétitivité prix des élevages laitiers dans la région de Niamey au Niger

#### **Compétitivité prix du système d'élevage intensif coopératif**

Les coûts de production sont un facteur clé de la compétitivité prix car ils déterminent le niveau de la rentabilité financière de la production laitière. Au niveau de la coopérative, le coût moyen du litre de lait en 2006 est de 259,7 FCFA. L'écart entre les deux catégories d'éleveurs est important : 355,2 FCFA/litre pour les petits producteurs contre 164,2 FCFA/L pour les grands éleveurs. L'examen de la structure de ces coûts de production révèle une situation contrastée avec une prédominance des charges opérationnelles chez les grands éleveurs (67% du coût total) et une prépondérance des charges de structure (66% du coût total) chez les petits éleveurs. Ce fait semble témoigner d'une différence dans le mode de gestion des troupeaux. Par rapport à la situation de 1995 qui sert de référence, ce sont les gros éleveurs qui ont le niveau de charges opérationnelles le plus proche de celui observé à cette époque (59% du coût total).

Chez les gros éleveurs, les dépenses liées aux cultures fourragères constituent le poste le plus important des charges opérationnelles (51%), tandis que chez les petits éleveurs ce sont les frais d'achat d'aliments complémentaires qui viennent en tête (43,4%).

Au niveau des charges de structure, le premier poste de dépense est celui de la main d'œuvre avec 50 et 75,7% respectivement pour les grands éleveurs et pour les petits éleveurs. Ce poste est le plus important car la majorité des propriétaires utilise les services de bouviers qui sont en réalité les vrais gestionnaires des troupeaux. La rémunération mensuelle d'un bouvier comprend 0,5l /jour de lait, les recettes de la vente du fumier et une somme variant de 15 000FCFA à 20 000FCFA/mois par étable. Ce poste qui pèse lourd dans le budget du propriétaire du troupeau, est sans rapport avec les résultats techniques et économiques mitigés obtenus par les étables (Koré, 2007).

### **Commercialisation de la production laitière**

Le lait produit est en grande partie vendu, mais une fraction de cette production est aussi autoconsommée. Le lait est utilisé à l'état frais ou caillé. Le lait frais est vendu soit aux abonnés (19,5 % des quantités vendues) soit au marché (80,5% des ventes). La vente au marché est donc la principale voie d'écoulement de lait produit.

En comparant deux groupes d'éleveurs (hommes et femmes), quelques constats peuvent être faits. L'autoconsommation de lait frais représente chez les éleveurs femmes et hommes respectivement 31,3% et 26,8%. Elle est donc plus importante en valeur relative chez les femmes.

La fraction de lait frais vendue est aussi plus élevée chez les femmes (56,65%) que chez les hommes (35%). Mais une part non négligeable de la production laitière des troupeaux appartenant aux hommes est commercialisée sous forme de lait caillé (20 % contre 9 % pour les élevages féminins). Dans les deux cas, les élevages laitiers sédentaires jouent donc deux rôles complémentaires importants : fournir des revenus monétaires mais aussi couvrir les besoins familiaux en produits laitiers. Toutefois, la partie commercialisée de la production est plus importante que celle autoconsommée (38% à 46%). Il s'agit donc d'élevages à vocation commerciale (Koré, 2007).

### **Coûts de production du lait**

Les coûts de production du lait sont un élément important de la compétitivité du lait local car ils déterminent en partie la rentabilité financière de l'activité. Lorsqu'on compare les deux groupes d'éleveurs, les coûts de production du litre de lait sont de 164,6 Fcfa chez les femmes et de 68,5 Fcfa chez les hommes. L'écart est important (96 F/L) en faveur des éleveurs hommes qui sont plus performants.

Pourtant, la structure du coût de production est sensiblement la même avec la prédominance des charges opérationnelles chez les deux catégories d'éleveurs : 78,8% pour les éleveurs femmes et 83,56% pour les éleveurs hommes. En d'autres termes, les dépenses sont essentiellement consacrées à l'entretien des animaux. Les investissements en matériels et infrastructures sont très faibles car l'essentiel des ces charges de structure sont représentées par les frais de main d'œuvre (salaires des bergers).

De même, les coûts des aliments complémentaires qui correspondent entre 75,45% et 77,8% des charges opérationnelles ne constituent pas des éléments majeurs de différenciation entre les deux groupes d'éleveurs (Koré, 2007).

### **Rentabilité financière des élevages sédentaires urbains**

#### Marges brutes

La marge brute et le revenu net d'exploitation sont pris comme critères de rentabilité et le prix de marché (350 F/litre) pour base de calcul. Les écarts accusés par les valeurs de ces indicateurs sont ici

importants entre les deux groupes. En effet, alors que les femmes ne réalisent que 38F/litre de marge brute, les éleveurs hommes obtiennent jusqu'à 210,4F/litre, soit un montant 5 fois supérieur.

#### Revenu net d'exploitation des élevages laitiers sédentaires

Les hommes gardent aussi l'avantage en ce qui concerne le RNE. En effet, les femmes produisent à perte. Même si ces pertes semblent faibles (- 4635 F/an), il n'en demeure pas moins que ce résultat traduit une absence de rentabilité de l'activité.

Le RNE réalisé par les éleveurs hommes d'un montant de 361 192 francs/an est assez consistant.

Si les éleveurs hommes ont dépassé leur seuil critique de production de plus de 52%, les élevages féminins produisent en dessous de ce seuil avec un écart d'environ 13%. Cette dernière catégorie d'éleveurs ne pourra améliorer ses résultats financiers que grâce aux recettes provenant de la vente des autres productions du troupeau (Koré, 2007).

## 4. Analyse des facteurs de compétitivité de la filière laitière locale : cas de Bobo-Dioulasso au Burkina Faso

L'étude de la compétitivité de la filière laitière locale à Bobo-Dioulasso se fonde sur une analyse des stratégies et des comptes d'exploitation des principaux acteurs de la filière. Au maillon production, les résultats révèlent des marges brutes de 111 F CFA par litre dans les élevages à faibles intrants contre 8 F CFA/l dans les élevages semi-intensifs. Dans les élevages intensifiés par contre, si l'on tient compte de l'amortissement des bâtiments et autres infrastructures lourdes, la production du lait engendre une perte de l'ordre de 58 F CFA/l. En ce qui concerne les maillons transformation et distribution, l'activité est partout rentable avec une marge plus élevée pour le fromage. La concurrence entre lait importé et lait local ne semble pas se jouer en termes de prix mais plutôt en termes de qualité et de disponibilité.

Malgré les améliorations récentes sur le plan organisationnel, la filière reste vulnérable du fait de l'incertitude de l'offre. La saisonnalité de la production se répercute en effet, sur les niveaux d'approvisionnement des unités de transformation et sur les prix du marché. La pérennité de la filière passe alors par l'adoption de stratégies de sécurisation de l'offre (arrangements contractuels), de réduction des coûts de production, d'organisation des acteurs et d'amélioration de son environnement institutionnel (Kaboré, 2006).

## D. Etudes de la diversification des systèmes de production

### 1. Les dynamiques collectives de production : l'exemple des coopératives d'élevage laitier au Niger

Dans cas du Niger, afin de développer un élevage laitier intensif sur les périmètres irrigués l'Etat a mis en place des unités de production à la station de Kirkissoye entre 1972 et 1974. Chaque unité comportait 1 hectare de surface fourragère, 8 vaches et 1 étable équipée de petit matériel. La gestion de ces unités était assurée par une laiterie (la SOLANI) qui assurait le préfinancement des activités (irrigation, engrais, aliments de bétail, produits vétérinaires) et qui récupérait le lait produit ainsi que les remboursements du capital bétail accordé aux éleveurs. Ce n'est qu'en 1990 que les éleveurs créent une coopérative avec le retrait de la laiterie et assurent la gestion de ces activités (approvisionnement, suivi des animaux, commercialisation du lait). Depuis lors, des changements majeurs sont intervenus et qui ont affecté les performances des éleveurs. Actuellement, les activités de la coopérative se limitent à la production laitière.

Une bonne partie du périmètre est à l'état de friche. Seuls quelques exploitants mettent en valeur leurs parcelles pendant une période comprise entre 5 à 8 mois correspond à la saison des pluies pour réduire les coûts de l'irrigation. Les parcelles exploitées sont de taille variable (0,1 à 3,15 hectares). Les exploitants de parcelles de *bourgou* ont généralement des troupeaux de grande taille.

Un autre changement intervenu depuis la création des élevages laitiers réside dans le fait que certains exploitants possèdent jusqu'à 2 étables alors qu'au départ, le principe d'attribution était une étable par éleveur. Cela traduit une tendance à la capitalisation mais entraîne aussi des coûts pour l'entretien du bétail.

Une autre caractéristique de ces éleveurs urbains est l'instabilité dans la propriété des étables qui changent fréquemment de mains. Ainsi en 2006, l'ancienneté des exploitants variait de 2 à 6 ans. Ces incessants changements de propriété ont aussi de lourdes conséquences sur la conduite des élevages. En tout cas, ils ne favorisent pas l'émergence d'une catégorie d'éleveurs commerciaux professionnels.

Sur la base du nombre d'animaux élevés, deux catégories d'exploitants ont été identifiés : les gros exploitants et les petits exploitants. Le premier groupe a un troupeau important en moyenne 24,3 bovins contre seulement 9,2 bovins pour le second. En outre, il dispose de parcelles irriguées (1,87 hectare par exploitant) sur lesquelles est produit le *bourgou*.

Les éleveurs utilisent exclusivement une main d'œuvre salariée pour le nettoyage des étables et l'entretien des animaux et la traite des vaches. Ces travailleurs sont en vérité les vrais gestionnaires du troupeau laitier en dépit de leurs connaissances limitées de l'élevage moderne. Les propriétaires sont généralement absentéistes, ce qui handicape le fonctionnement de la coopérative.

Les éleveurs utilisent les aliments grossiers (paille de riz, *bourgou*) mais les quantités fournies aux animaux sont plus importantes chez les gros éleveurs que chez les petits, parce qu'ils produisent ces fourrages.

Les gros éleveurs utilisent plus d'aliments riches (tourteau de coton, aliment concentré, drèche) alors que les petits exploitants donnent des rations basées sur les graines de coton, les sons de blé et de riz qui sont des aliments plus disponibles et plus accessibles pour eux (Koré, 2007).

## 2. Le lait dans les stratégies de diversification des revenus des agropasteurs au Sénégal

Compte tenu de l'importance du lait dans l'alimentation, des enjeux économique et politique, de la place culturelle du lait dans notre société, l'Etat du Sénégal accorde aujourd'hui une importance capitale à la production laitière.

C'est dans cette logique, avec l'appui des partenaires au développement, que divers programmes articulés autour d'actions spécifiques de la production laitière vont être mises en place. Le calcul de la part de la spéculation laitière dans les revenus des agropasteurs permet de cerner son importance par rapport aux autres activités de production et son impact dans la formation des revenus des exploitations et dans la lutte contre la pauvreté en milieu rural. Des enquêtes ont été conduites auprès de 100 agro-pasteurs prises au hasard et réparties dans 31 villages de la région de Fatick au centre Ouest du Sénégal.

La commercialisation du lait a lieu dans les exploitations, le marché de Fatick, mais également dans les grands marchés hebdomadaires en milieu rural. Elle constitue un volet économique important de la production. Dans cette zone, la commercialisation du lait est réservée aux femmes. Le lait est souvent vendu sous forme crue. Les résultats montrent que 12% des femmes des agropasteurs (5% en zone urbaine ; 6% en zone périurbaine; 1% en zone rurale) procèdent au caillage dont la partie la plus importante est autoconsommée.

En effet, le manque de débouchés sur les marchés est un problème majeur qui limite la vente des produits laitiers. Le prix du litre de lait cru varie entre 250 et 300 F CFA. La commercialisation du lait génère un revenu moyen de 134 571 F CFA. Cependant, elle est fortement dépendante des zones. Elle est beaucoup plus importante en zone urbaine et périurbaine avec des revenus annuels moyens respectifs de 366 482 F CFA et 82 740 F CFA tandis qu'en zone rurale les revenus tirés du lait sont en moyenne de 23 980 F CFA.

L'autoconsommation est plus importante chez les agropasteurs des zones enclavées qui éprouvent beaucoup de peine pour rallier la zone urbaine et écouler leur production laitière (Ndiaye, 2006, Ndiaye et al, 2006).

### 3. Déterminants de l'adoption de l'insémination artificielle pour l'amélioration de la production laitière : Cas des élevages bovins de la région de Fatick au Sénégal

#### **Pertinence de la stratégie d'amélioration génétique**

Les producteurs se disent convaincus à 100% de la pertinence globale de la stratégie d'amélioration génétique, ce qui est difficile à interpréter. En effet, il est probable que les éleveurs opposés à cette technique n'aient pas souhaité se manifester pendant les entretiens effectués au cours des études. Les éleveurs reconnaissent en tout cas la faible productivité de leur bétail et souhaitent recevoir un appui pour améliorer les performances de leurs animaux. Cependant, seuls 18% d'entre eux seraient prêts à s'engager sans réserve dans des opérations d'insémination artificielle. Le reste (82%) se déclarent favorables mais réclament des mesures d'accompagnement importantes pour lever des contraintes lourdes d'ordre alimentaire et organisationnel (Ba Diao et al, 2006).

#### **Préférence de types génétiques**

Concernant le choix du type génétique, la moitié des producteurs affichent une demande de génotypes mixtes (le même potentiel de lait et viande sur le même animal) suivis de génotypes bouchers (29%) et en dernier lieu arrivent les génotypes laitiers (21%).

La logique guidant ces préférences convoque la sécurité alimentaire, la diversification des revenus, une grande expérience d'embouche et un marché laitier étroit et enclavé. Les génotypes mixtes évoquent une certaine sécurité alimentaire améliorée par la disponibilité de plus de lait qui sera en partie consommé et le surplus vendu pour accroître la trésorerie disponible. Ils évoquent également une meilleure valorisation des animaux par la vente. Les prix de vente intéressants des métis largement plus élevés (400 000 francs) que les animaux de race locale (150 000 francs) ont séduit les producteurs qui ont une grande expérience d'embouche bovine paysanne, d'où la préférence de génotypes bouchers purs pour 29 % d'entre eux. Le lait se positionne souvent après les autres choix : ceci peut trouver une explication dans la nouveauté de la technologie et de l'inorganisation de son marché qui demeure embryonnaire et enclavé. L'arrondissement de Niakhar est à une vingtaine de km de la ville de Fatick, le principal marché de consommation de la zone (Ba Diao et al, 2006).

#### **Contraintes à l'adoption de l'insémination artificielle**

La principale contrainte à l'adoption de l'insémination réside dans son coût relativement élevé par rapport à la trésorerie des éleveurs. Les campagnes organisées par l'Etat sont subventionnées, l'éleveur ne paie que 10 000 Fcfa par vache inséminée. Cependant, l'irrégularité dans l'organisation de ces campagnes, la fréquence annuelle et le taux faible de réussite de l'insémination amènent les producteurs à vouloir solliciter les inséminateurs privés. Or, les coûts élevés appliqués par ces derniers (60 000 à 80 000 F CFA

par insémination première sans retour) constituent un handicap sérieux pour une diffusion à large échelle de cette biotechnologie.

Une étude sur l'analyse coût/bénéfice de l'insémination artificielle a montré que l'induction des chaleurs constituait le poste de dépenses le plus important dans l'opération (plus de 50 %) et que ceci était surtout lié au prix des produits d'induction et aux déplacements des inséminateurs pour le traitement de synchronisation des chaleurs : pose et retrait des implants/spirales (Diakhoumpa, 2003). C'est d'ailleurs en vue de minimiser les coûts liés à cette synchronisation que le PAPEL a commandité en 2005, à travers le FNRAA, une étude dont l'objet est la comparaison sur le plan technico-économique de deux options d'insémination artificielle: sur chaleurs naturelles et sur chaleurs induites.

La nouveauté de la technologie, étant interprétée comme un risque additionnel notamment pour la vente de lait, est aussi importante. Ces producteurs sont en majorité des sères traditionnellement non producteurs de lait. L'ancrage socioculturel bloque ou retarde le développement d'une stratégie de commercialisation du lait hors du périmètre de l'exploitation. C'est une donnée importante à prendre en compte dans les stratégies d'amélioration de la production laitière.

Le faible taux de réussite de l'insémination artificielle est également un motif de rejet de la technologie. Les producteurs font référence au nombre d'inséminations nécessaires pour avoir une vache métisse qui entrera en production. Il faut de 8 inséminations dans les régions de Kaolack et Fatick (Fall et Diop, 2003). Les facteurs de réussite tiennent essentiellement de la bonne préparation des vaches à inséminer (état physique), d'une bonne programmation des opérations (choix de la saison) et de la compétence des inséminateurs. Certaines campagnes d'insémination de l'Etat ont été organisées pendant la seconde moitié de la saison sèche, période de forte pénurie alimentaire. Or, le taux de réussite est fortement corrélé à l'état général de la vache (Tine, 1995). Par ailleurs, le taux de vêlage observé pourrait être amélioré si les mortalités embryonnaires étaient réduites. En effet, dans la région de Fatick, un taux de mortalité embryonnaire de 26,5 % a été observé (Tine 1995).

D'autres contraintes secondaires ont été rapportées. Pour 35 % des producteurs, le sexe ratio déséquilibré des produits est relativement décourageant car le taux de mâles est trop élevé (quand l'attente est de produire du lait)-. Les délais d'attente sont longs pour voir la production de lait démarrer d'après 32% des producteurs ; un minimum de 4 ans entre l'insémination de la vache locale et le premier vêlage de la femelle métisse est observé dans la zone. Ce qui fait que la préférence globale porte sur les génotypes bouchers. Les coûts induits (stabulation, traitement préférentiel alimentaire) sont lourds à supporter dans les conditions actuelles. La stabulation est une contrainte pour la construction d'un abri, l'achat d'aliments complémentaires et surtout pour la mobilisation de la main d'œuvre dans un milieu où le mode traditionnel de conduite des bovins est la transhumance vers le Ferlo de février à octobre.

Enfin, viennent les risques de dystocies. Les veaux métis pèsent en moyenne plus lourds que les locaux. Leur naissance doit donc être surveillée au risque de perdre le produit et sa mère, surtout lorsque celle-ci n'a pas été bien choisie (multipare avec large bassin) et bien préparée sur le plan alimentaire (Ba Diao et al, 2006).

### **Solutions préconisées et perspectives**

Pour corriger certaines de ces contraintes, les éleveurs de Niakhar préconisent un appui pour faire face au poste alimentaire et sanitaire, une réduction des coûts d'intervention (le projet FNRAA/PAPPEL en cours doit y apporter des éléments de réponses), la mise en place de géniteurs performants ou une technologie plus sécurisante. Les coûts liés à l'alimentation pourraient être diminués si les producteurs développaient des stratégies communes pour l'acquisition des intrants. La mise en place de géniteurs aura tendance à sécuriser la base d'amélioration génétique en palliant le déficit d'un service d'insémination de proximité et la faiblesse des résultats d'IA. Une autre mesure d'accompagnement est le suivi sanitaire et épidémiologique spécifique à la pathologie de la sphère mammaire. L'accent doit aussi être mis sur les fonctions autres que celles de production à savoir, la collecte, la conservation et la transformation dans des conditions d'hygiène et de qualité saines.

Il convient de prêter attention à l'introduction non contrôlée de gènes exotiques dans les élevages par le biais de l'insémination artificielle ou par le biais des croisements entre animaux locaux et animaux métis, car elle peut avoir comme conséquence, la réduction des capacités d'adaptation des animaux pouvant même conduire à une baisse de la productivité. La politique de l'Etat consistant à introduire l'insémination dans toutes les régions du pays doit être revue. L'insémination devrait, pour le moment, cibler certains types de producteurs compte tenu des exigences liées à ce mode de production semi intensif : les éleveurs doivent disposer de capitaux à investir notamment pour la stabulation ; ils doivent être capables de maîtriser un environnement approprié et une technicité particulière ; et ils doivent pouvoir accéder à des débouchés sûrs reposant sur une bonne organisation de la collecte et la commercialisation du lait.

En définitive, l'insémination artificielle ne devrait pas constituer en elle-même un programme. Il s'agit d'un outil d'amélioration génétique à intégrer dans une vaste opération d'amélioration de la production laitière qui engloberait les aspects acquisition des intrants, renforcement des capacités des producteurs, existence de services d'appui performants en matière de santé et d'insémination artificielle, organisation des systèmes de collecte et de commercialisation du lait, etc (Ba Diao et al, 2006).

## **4. Analyse de la diversification des systèmes de production agricole vers l'activité laitière : Cas de Bobo-Dioulasso au Burkina Faso**

L'analyse a pour but de comprendre les pratiques d'introduction et /ou d'amélioration de la production laitière dans les différents systèmes de production notamment les systèmes d'élevage. Il s'agit du système d'élevage à faible utilisation d'intrants composé d'exploitations de type A<sub>1</sub> et A<sub>2</sub> et du système d'élevage à orientation commerciale composé des exploitations de type B et C.

La production laitière dans la périphérie de Bobo-Dioulasso s'est révélée une activité intéressant beaucoup de groupes ethniques avec une forte diversité de professions des chefs d'exploitation. De même,



une tendance à l'appropriation de terres se dessine dans les élevages à faibles intrants (26 % des exploitants de types A<sub>1</sub> et 70 % des exploitants de type A<sub>2</sub> sont dorénavant propriétaires d'une superficie de terre contrairement à la situation qui prévalait à l'installation ou respectivement 7 % et 30 % des éleveurs se déclaraient propriétaires terriens). Cette situation a permis le passage du statut de pasteur à celui d'agro-pasteur, produisant des cultures de subsistance (sorgho, mil, maïs) pour les éleveurs de type A<sub>1</sub> et de rente (coton, maïs) pour les A<sub>2</sub>. L'élevage de petits ruminants et de la volaille sont également présents.

Cependant, dans les élevages à orientation commerciale, il ressort que l'exploitation est constituée de cultures de contre-saison (le maïs) et de l'arboriculture (banane, papaye) dans les exploitations du type B et de l'élevage porcin dans le type C.

Cette caractérisation permet de comprendre au niveau des 4 types d'exploitations le degré de diversification des systèmes de production agricole dans la production laitière et les enjeux qui en découlent, notamment dans les stratégies d'alimentation par l'achat et le stockage important d'aliments, de santé, de reproduction des animaux par la par la technique de l'insémination artificielle, les source de revenus et les capacités organisationnelles des éleveurs (Tou, 2006).

## 5. Analyse des facteurs déterminants de la diversification des systèmes agricoles vers l'activité laitière au Mali

### **Dynamique, caractéristiques, diversité de l'élevage dans les systèmes de production agricoles**

Les zones cotonnière (zone Mali sud) et rizicole de l'office du Niger (zone irriguée) sont les deux zones agricoles ayant été privilégiées pour le développement agricole. La zone cotonnière se caractérise par une pluviométrie de 700-1200 et plus répartie sur 5-6 mois (mai-octobre). La zone office du Niger a une pluviométrie moyenne inférieure à 600 mm répartie sur 3-4 mois (juin-septembre). La pluviométrie détermine les systèmes de culture et le potentiel des ressources pastorales de la zone cotonnière. La maîtrise de l'eau est un atout, favorisant deux saisons. La culture de contre saison de riz et le maraîchage connaissent un essor certain dans la zone Office du Niger. La disponibilité des ressources pastorales détermine à son tour les systèmes d'élevage et la conduite des troupeaux des deux systèmes de production agricoles. Les systèmes de production agricoles de la zone riz irrigué de l'office du Niger et de la zone cotonnière sont à dominante agriculture. L'élevage est intégré à l'agriculture à des degrés différents.

L'élevage bovin joue un rôle capital dans le développement durable des deux systèmes de production. L'acquisition de bœufs de labour est à l'origine de l'élevage sur la majorité des unités de production. Les bœufs de labour constituent la force de traction animale (labour, transport) des unités de production. Le troupeau joue un rôle central dans le maintien de la fertilité des sols dans ces systèmes de cultures continues. Le recyclage des résidus de culture en éléments nutritifs est assuré par le troupeau.

La caractérisation et l'analyse de l'évolution des systèmes d'élevage dans les deux zones agro-écologiques ont permis de dresser une typologie des exploitations d'élevage décrite ci-après.

#### Sous-système à Niono

**Type A.** Les unités de production de ce type sont détenues par des jeunes agro-éleveurs âgés en moyenne de 35 ans. La taille de la famille est de 24 personnes. Elle compte en moyenne 3 ménages. La population dont l'âge varie entre 15-65 ans est estimée à 8 personnes actives. Les exploitations emploient de la main d'œuvre salariée permanente et de la main d'œuvre temporaire. Les superficies moyennes cultivées sont estimées à 5,87 ha. Elles possèdent en moyenne 7 bœufs de labour et un troupeau de bovins de taille inférieure à 50 têtes. Le troupeau est de type naisseur avec un effectif moyen de 29 vaches laitières.

**Type B.** Les chefs de famille sont des agro-éleveurs âgés en moyenne de 47 ans. Les familles sont de grande taille d'environ 44 personnes et composées en moyenne de 6 ménages. La population dont l'âge varie entre 15-65 ans est estimée à 12 personnes actives. Cette main d'œuvre de la famille est complétée par de la main d'œuvre salariée permanente en moyenne de 3 ouvriers agricoles. Ces exploitations font appel à la main d'œuvre temporaire pendant les pointes de travail au cours de la campagne agricole. Elles ont une grande emprise foncière en moyenne 10,59 ha cultivés en riz et en cultures maraîchères. Ces exploitations sont équipées de 4,5 paires de bœufs de labour et un troupeau bovins de moins de 100 têtes. L'effectif moyen de vaches laitières est faible de 12 têtes.

**Type C.** L'âge moyen des chefs d'exploitation est de 42 ans. La taille de la famille est en moyenne de 37 personnes et 4 ménages. La population dont l'âge se situe entre 15-65 ans est estimée à 9 personnes actives. Les exploitations de ce type embauchent en moyenne 2 ouvriers agricoles permanents et sollicitent la main d'œuvre temporaire pour faire face aux pointes de travail lors de la campagne agricole. L'élevage est important. Ces exploitations détiennent en moyenne 5 paires de bœufs de labour et des troupeaux bovins de plus de 100 têtes. Les troupeaux comptent en moyenne 23 vaches laitières. Deux fonctions essentielles sont assignées aux troupeaux, l'épargne des revenus agricoles et le développement de l'activité agricole (traction, production de fumure).

**Type D.** L'élevage est l'activité dominante du système de production. L'âge moyen des chefs d'exploitation est de 45 ans. Les familles de grande taille comptent 42 personnes appartenant en moyenne à 4 ménages. La main d'œuvre active est de 13 personnes dont l'âge varie entre 15-65 ans. Les familles emploient au moins 2 ouvriers agricoles permanents et font recours à la main d'œuvre temporaire au cours des points de travail des cultures. Les exploitations disposent de faibles superficies cultivées et sont sans bœufs de labour. La taille du troupeau de bovins est très importante. Les exploitations possèdent en moyenne 27,50 têtes. Les mâles sont élevés pour être vendus comme bœufs de labour ou d'exportation.

#### Sous-système coton à Koutiala

**Type A.** L'activité agricole est dominante dans ce type de systèmes de production. Les chefs d'exploitation sont jeunes âgés en moyenne de 37 ans. La famille est composée de 2 ménages et compte 7

personnes en moyenne dont 4 actives. Elle recrute en moyenne 1 ouvrier agricole permanent et emploie au moins 2 ouvriers temporaires pendant les pointes de travail. Ces unités de production ne sont pas équipées. Elles ont une faible emprise foncière. La surface cultivée est en moyenne 3,83 ha et l'assolement est très diversifié (coton, maïs, mil, sorgho, niébé, arachide). L'élevage des caprins est important. Le troupeau de bovins est en phase de constitution sur ces exploitations avec un effectif moyen de 10 têtes. Les animaux sont en confiage dans le troupeau d'un voisin. Le lait appartient au propriétaire du troupeau.

**Type B.** Dans ce type, l'agriculture est dominante. Les chefs d'exploitation ont un âge moyen de 47 ans. Les familles comptent en moyenne 3 ménages, 12 personnes dont 9 actifs âgés de 15-65 ans. La main d'œuvre permanente est 1 ouvrier agricole et la main d'œuvre temporaire est 1 ouvrier agricole. Ils disposent d'une réserve foncière importante et deux paires de bœufs de labour. Le troupeau de bovins de taille réduite compte en moyenne 15 têtes. Les paysans de ce type sont autosuffisants.

**Type C.** L'activité agricole est prépondérante. Les chefs d'exploitation sont des agro-éleveurs âgés de 55 ans. Les familles comptent en moyenne 4 ménages, 19 personnes dont 10 actifs. Les exploitations de ce type recrutent en moyenne 2 ouvriers agricoles permanents et 2 temporaires. Les superficies cultivées sont estimées à 9,47 ha. L'assolement est dominé par le coton et le maïs. Le niveau d'équipement est de 4 paires de bœufs. L'effectif du troupeau de bovins est en moyenne de 30 têtes avec quelques vaches laitières. Les éleveurs de ce types possèdent aussi une dizaine de caprins.

**Type D.** L'agriculture est l'activité dominante. Les unités de production sont détenues par des agro-éleveurs âgés de 42 ans. Les familles comptent en moyenne 3 ménages, 16 personnes dont 11 actives. Ces unités de production embauchent 3 ouvriers permanents et 2 temporaires. Elles ont une grande emprise foncière. Les superficies moyennes cultivées sont 30-42 ha. Le coton est en tête d'assolement dont l'arrière effet profite aux cultures de céréales (maïs, sorgho, mil). Les exploitations cultivent aussi le riz, l'arachide et le niébé. Ces exploitations sont bien équipées. Le nombre de bœufs de labour est suffisant pour le travail des parcelles de culture. Les troupeaux de bovins sont de moyenne taille de 60 têtes. Les vaches allaitantes, les bœufs de labour et le reste des bovins sont conduits ensemble pendant toute l'année. Pendant la période de soudure l'ensemble des animaux reçoit des apports de sous produits industriels (ABH, graine de coton) et les résidus de culture stockés (tiges de céréales et fanes de légumineuses).

**Type E.** L'agriculture est l'activité dominante de ce système de production. Les chefs d'exploitations sont des agro-éleveurs âgés en moyenne de 49 ans. La famille se compose de 4 ménages et comptent 17 personnes dont 8 actives. Les unités de production n'emploient pas de main d'œuvre extérieure. Les superficies cultivées sont élevées en moyenne 34,84 ha. Ces agro-éleveurs ont un équipement complet (charrues, charrettes, multiculteurs) et 4 paires de bœufs de labour. Ils ont une stratégie d'assolement basée sur la diversification des cultures. Les spéculations sont les cultures de rente (coton, maïs, arachide) et les cultures de céréales traditionnelles (sorgho, mil) peu exigeantes en intrants profitant de l'arrière du coton et du maïs. Les parcelles de maïs et d'arachide sont installées aussitôt dès les premières pluies. Ces cultures sont récoltées et vendues à l'état frais pour faire face aux dépenses de la récolte des autres cultures et de la famille. Les paysans de ce type ont beaucoup investi les revenus agricoles dans les bovins. Les troupeaux de bovins ont des effectifs supérieurs à 60 têtes. Ils possèdent un effectif de vaches laitières important. Les

agro-éleveurs pratiquent la culture continue et produisent de grandes quantités de fumure organique par le troupeau. Le stockage des résidus profite à l'alimentation du troupeau.

### **Importance de l'élevage dans deux systèmes de production agricoles au Mali**

La structure et la composition des troupeaux bovins présentent une grande diversité entre le sous-système coton et celui du riz irrigué (Cf. Tableau). Les systèmes d'élevage sont de types naisseurs avec une proportion élevée de femelles reproductrices. La proportion de jeunes animaux (veaux, génisses, taurillons) est plus élevée dans la zone cotonnière. Les bœufs de labour et les taurillons représentent environ un quart des effectifs inventoriés. Ces mâles constituent la force de travail des exploitations. Le troupeau a une fonction principale de capitalisation et d'accumulation de richesses.

Importances des systèmes d'élevage bovins dans deux systèmes agricoles

Catégories animales	Zone office du Niger		Zone cotonnière	
	(Niono)		(Koutiala)	
	Effectif	p.100	Effectif	p.100
Bœufs de labour	505	13	415	16
Vaches	1113	29	901	34
Veaux mâles	502	13	241	9
Veaux femelles	623	16	353	13
Génisses	558	14	398	15
Taurillons	474	12	299	11
Taureaux	109	3	68	3
Total	3884	100	2675	100

Le lait a été long temps considéré comme un produit secondaire chez les agro-éleveurs. L'importance des vaches varie dans les troupeaux des deux systèmes de production. L'effectif moyen de vaches laitières présente des écarts importants entre les zones et entre les unités de production d'une même zone de production. Les effectifs sont beaucoup plus réduits à Koutiala en rapport avec les tailles moyennes de troupeaux recensés. Les effectifs de vaches sont plus homogènes dans le sous-système riz irrigué de l'office du Niger. Les éleveurs pratiquent la transhumance en saison sèche et en hivernage. Les propriétaires de troupeau de grande taille garde 3-5 vaches laitières avec les bœufs de labour sur l'exploitation. Ce lot bénéficie des aliments complémentaires. Le lait trait est utilisé pour la consommation de la famille. Une partie est destinée à la vente. Cette pratique d'allotement des vaches laitières est apparue avec la vente de lait. Dans les deux systèmes de production une part importante de lait en hivernage échappe à la consommation humaine. La distance et l'état des routes rendent difficile l'acheminement du lait vers les centres de consommation. Le berger effectue de faibles prélèvements pour son alimentation.

## **Production et gestion du lait dans deux systèmes de production agricole**

La production de lait est soumise à la saison de l'année chez les producteurs (Cf. Tableau). Dans la zone office du Niger, seulement 10% des exploitants font la traite toute l'année, 85% en saison sèche et 5% en saison pluvieuse. Les raisons de la non traite en hivernage évoqués par la majorité des exploitants est la transhumance. Les animaux sont éloignés des centres de consommation. Les pistes sont peu praticables en cette saison. Le manque de pâturage amène les éleveurs à arrêter la traite en saison sèche pour assurer la survie des couples mères veaux.

Les quantités moyennes de lait prélevées par troupeau sont faibles et connaissent une légère amélioration en hivernage. Le lait prélevé est partagé en la consommation de la famille, le berger, la vente et de façon aléatoire de petites quantités offertes en guise de don à des voisins ou aux visiteurs sur l'exploitation.

### Production et gestion du lait des éleveurs

Caractéristiques production de lait	Site	
	<i>Koutiala</i>	<i>Niono</i>
Moyenne de lait produit en saison sèche (litres/jour)	4	6
Moyenne de lait produit en hivernage (litres/jour)	6	8
Moyenne de lait frais vendu en saison sèche (litres/jour)	3	4
Moyenne de lait frais vendu hivernage (litres/jour)	4	5
Moyenne du prix du lait frais en saison sèche (FCFA/litre)	151	185
Moyenne du prix du lait frais en hivernage (FCFA/litre)	136	185

Les volumes des ventes sont proportionnels aux prélèvements de lait par saison de production. La commercialisation du lait connaît un intérêt auprès des producteurs de lait. La vente de lait représente environ les ¾ des prélèvements de lait. Le reste est destiné à la consommation de la famille ou aux bergers.

Dans les deux villes secondaires (Niono et Koutiala), le réseau de laiterie Danaya Nono est le principal débouché du lait frais des agro-éleveurs. Les producteurs rassemblent le lait au point de collecte de lait du village ou vont le livrer directement à la laiterie. Un cycliste transporte le lait chaque jour à la laiterie. La commercialisation du lait à Danaya Nono représente une part importante des ventes de lait par type d'exploitation (Cf. Tableau suivant). Les capacités de transformation ne permettent pas d'absorber toutes les quantités de lait des producteurs, surtout en hivernage. Elle se trouve dans l'obligation de fixer des quotas de livraison de lait par producteur. Les éleveurs devront trouver d'autres débouchés pour écouler le reste de la production. Ils vendent le reste du lait sur le marché directement aux consommateurs ou par l'intermédiaire des collecteurs revendeurs. La livraison du lait à la laiterie a amélioré l'organisation de la traite et la gestion du lait. Le paiement des recettes est fait par mois. Le coût des aliments et des produits

vétérinaires est déduit des recettes. Cette nouvelle pratique de commercialisation a exclu la femme de la prise de décisions de gestion du lait et des recettes.

En revanche, certains producteurs n'ont pas adhéré à la laiterie ou ont arrêté leur livraison. Ils vendent le lait aux collecteurs/revendeurs ou aux consommateurs directement. Les femmes aussi bien que les hommes interviennent dans ce circuit. Le lait est ensuite revendu aux consommateurs du village ou de la ville.

Importance de la vente du lait des débouchés

Types exploitations	Laiterie Danaya Nono	Marché
Type A	90	10
Type B	60	40
Type C	80	20
Type D	100	0

Le prix moyen obtenu par litre de lait vendu varie suivant la saison de l'année, le débouché et la zone de production. Les producteurs de Koutiala affichent des prix inférieurs à ceux de Niono. Le prix du lait varie selon les saisons au marché de Niono entre 250 et 300 FCFA le litre en saison sèche, contre 225 et 250 FCFA en saison des pluies. Le prix de 200 FCFA de la laiterie Danaya Nono est unique tout au long de l'année.

Le prix du lait aux producteurs est plus bas à Koutiala. La laiterie Danaya Nono paie le litre de lait frais à 150 FCFA en saison des pluies et à 190 FCFA en saison sèche. Au marché le prix est de 150 FCFA en saison des pluies à 25 km de Koutiala contre 180 FCFA en ville une légère hausse des prix aux producteurs est obtenue en saison sèche de 170 FCFA autour de Koutiala contre 200 FCFA en ville. Les producteurs privilégient la livraison du lait à la laiterie pour les raisons de sécurité des recettes et de l'appui technique offert par le réseau Danaya Nono.

L'utilisation des revenus du lait varie avec les acteurs en charge de la gestion du lait. Dans le système de production de riz irrigué de l'office du Niger la vente du lait est exclusivement l'apanage des femmes sur 85% des exploitations). Les recettes de lait sont utilisées pour satisfaire les dépenses domestiques et assurer l'alimentation et la santé des animaux. Plus de la moitié des recettes est consacrée aux dépenses domestiques. Les types d'exploitation C et D utilisent 62% et 50% des recettes dans l'alimentation et la santé des animaux.

Dans la zone cotonnière à Koutiala, les exploitations du type E consacrent 80% des revenus du lait à l'alimentation et aux soins des animaux. Par contre, 60 et 75% des revenus de lait sont utilisés pour les dépenses domestiques par les exploitations de type B et C. On constate que tous les types utilisent une partie des revenus du lait soit pour acheter des génisses ou renouveler leur bœuf de labour, mais ils utilisent tous une partie des revenus pour les dépenses domestiques.

## E. Les options politiques

### Effets des politiques sur le système laitier périurbain de Kolda

Les indicateurs utilisés pour mesurer les effets des politiques sont le coefficient de protection nominal et le coefficient de protection effectif. En plus de ces deux indicateurs, un indicateur de l'avantage comparatif (CRD) est calculé. La comparaison de ces indicateurs permet de discuter de l'efficacité des politiques. L'analyse est faite au niveau filière, transformateurs, consommateurs et producteurs. Le tableau ci-dessous présente les résultats.

Coefficients de protection et de compétitivité de la filière à Kolda

	CPN	CPE	CRD
Unité de transformation	0,8	0,57	0,26
Producteurs	1,20	1,20	0,81
Filière	0,822	0,798	0,47

Source : A Diarra, 2007

Le coefficient de protection nominal du lait est inférieur à 1 au niveau de la filière. Ce qui signifie que le lait n'est pas un produit protégé. En d'autres termes, les acteurs de la filière gagnent moins que ce qu'ils gagneraient en situation de libre-échange. Ils ne sont donc pas incités à produire du lait. En tenant compte de l'activité laitière, le niveau du CPE est aussi inférieur à 1 ; ce qui veut dire que la valeur ajoutée financière est inférieure à ce qu'elle aurait été sans intervention de l'Etat. Autrement dit, l'ensemble des interventions sur le lait et les consommations intermédiaires rentrant dans sa production ont pour résultat de décourager la production laitière. Le fait que le CPE soit inférieur au CPN montre que les intrants utilisés dans la filière sont taxés.

Au niveau des unités de transformation, les deux indicateurs restent inférieurs à 1. Les acteurs ne sont pas incités à produire. Ils gagneraient plus dans une situation de libre échange. En ce qui concerne les producteurs, ils bénéficient d'une protection, bien qu'elle soit faible (CPN et CPE supérieurs à 1). Par conséquent, ils gagnent actuellement plus que ce qu'ils gagneraient en situation de libéralisation totale.

L'analyse des résultats des CRD, qui sont tous inférieurs à 1, montre que la zone a un avantage comparatif par rapport au marché international. Les producteurs et les transformateurs sont très efficaces d'un point de vue économique. La valeur des ressources nationales utilisées dans la production d'une unité de produit laitier est inférieure à la valeur ajoutée épargnée. En d'autres termes, il serait beaucoup plus rentable de produire du lait dans cette zone au lieu de l'importer, afin d'améliorer la balance commerciale et d'économiser des devises qui peuvent servir pour l'achat de biens dont la production au niveau local est inefficace. L'analyse en termes de devises au niveau de la filière indique que l'équivalent d'un dollar en ressources domestiques produit 2,13 dollars de devises étrangères

Pour les consommateurs, la faible protection des unités de transformation constitue une incitation à la consommation. Le prix au marché du lait est inférieur à ce qu'il serait dans une situation de libre échange.

La comparaison des coefficients de protection et du CRD, montre que malgré son efficience, la filière laitière n'est pas soutenue par les pouvoirs publics. Les ressources nationales se faisant de plus en plus rares, il devient plus que nécessaire de soutenir les secteurs les plus compétitifs.

La variable la plus importante pour l'évaluation des politiques et de l'avantage comparatif est sans doute le cours mondial des produits laitiers, par rapport auquel on mesure la compétitivité de la production locale et les effets des politiques. Les subventions des pays exportateurs de produits laitiers, en particulier l'Union Européenne, ont pour effet de baisser ces prix. La suppression de ces subventions aura comme effet une amélioration de la compétitivité du système laitier périurbain de Kolda. Le tableau ci-dessous présente l'effet d'une augmentation du prix du marché international sur la compétitivité des producteurs.

Sensibilité des résultats de compétitivité des producteurs aux variations du prix de référence

% du prix de base	90%	100%	120%	150%	200%
Prix CAF du lait en poudre	1105,09	1227,9	1473,45	1841,8	2455,76
CRD producteurs	0,86	0,81	0,73	0,64	0,53

Source : A Diarra, 2007

Les producteurs sont très sensibles aux variations du prix du lait en poudre. La tendance actuelle du prix du lait en poudre sur le marché international, augmentation d'environ 100%, doit justifier pleinement un soutien des pouvoirs publics aux filières laitières locales. Il devient très coûteux pour l'économie Sénégalaise de continuer à importer le lait en poudre.

Les relations qui existent entre les différents acteurs de la filière, notamment en termes d'impact des politiques commerciales sont complexes. En effet, un haut niveau de protection des producteurs reviendrait à taxer les transformateurs. Or, une protection élevée des transformateurs entrainerait une désincitation à la consommation de produits laitiers. Ceci montre bien le caractère complexe et souvent divergent des politiques commerciales. Par conséquent, toute politique qui se veut cohérente doit prendre en compte cette réalité ; une coordination de l'ensemble des agents impliqués est indispensable.

Bien que les politiques commerciales soient très importantes dans la stratégie de développement du secteur laitier, elles ne peuvent à elle seules garantir les conditions du développement laitier. Au contraire, les politiques commerciales apparaissent comme un des outils des politiques sectorielles plus vastes. Ainsi, les politiques fiscales et tarifaires doivent être accompagnées de mesures concernant l'appui technique à la production, la promotion de la transformation, l'amélioration de la qualité des produits, mais aussi les programmes sanitaires, etc. (Diarra, 2007).



## F. Les produits disponibles

Les connaissances accumulées dans le cadre du projet « Politiques laitières » ont donné lieu à de nombreux produits : articles dans des revues, communications scientifiques, thèse de doctorat, mémoires et rapports, fiches techniques et articles de presse. La majorité de ces produits sont disponibles en téléchargement sur le site [www.repol.info](http://www.repol.info).

### 1. Articles de revues ou chapitres d'ouvrages

Corniaux C., Duteurtre G., Dieye P.N., Pocard-Chapuis R., 2005 : « «Les mini-laiteries comme modèle d'organisation des filières laitières en Afrique de l'Ouest : succès et limites» in *Revue d'élevage et de médecine vétérinaire des pays tropicaux*, Vol. 58, N° 3, 2005.

Dia D., Duteurtre G., Dieye P.N., 2007 : « Le rôle de l'élevage dans la lutte contre la pauvreté : l'exemple des filières laitières locales au Sénégal », in Mbaye A. Roland-Holst D. et Otte J. (Ed.), 2007 : « Agriculture, élevage et pauvreté en Afrique de l'Ouest » éditions Crea, Dakar, pp. 103-118.

Dieye P.N., Duteurtre G., Cuzon J.R., Dia D., 2007 : « Livestock, Liberalization and Trade Negotiations in West Africa », in *Outlook in Agriculture*, vol 36 n°2, 2007, pp. 93-97

Dieye P.N., Duteurtre G., Sissokho M.M., Sall M., Dia D., 2005 : « Linking Local Production to Urban Demand : the Emergence of Small-Scale Milk Processing Units in Southern Senegal », in *Livestock Research for Rural Development* (LRRD), 17 (4) 2005, Revue en ligne <http://www.cipav.org.co/lrrd/lrrd17/4/diey17040.htm>

Dieye P.N., Montaigne E., Duteurtre G., Boutonnet J.P., 2007 : « Le rôle des arrangements contractuels dans le développement du système laitier local et des mini-laiteries au Sénégal », in *Economie Rurale*, 2008, article accepté sous presse

En dehors de ces articles, la Coordination du projet « Politiques laitières » a initié la publication d'un numéro spécial de la Revue d'Elevage et de Médecine Vétérinaire des pays Tropicaux sur le thème : « *Filières laitières dans les pays du sud : Nouvelles dynamiques et options politiques* ». Ce numéro spécial est élaboré en partenariat avec le Cirad et le Rédacteur en chef de la Revue. Il doit être publié courant 2008.

Liste des articles soumis au numéro spécial « filières laitières » de la revue EMVT

Auteurs	Titre
<u>Sraïri</u> , Chohin Kuper	Conséquences de la libéralisation des marchés sur les opérateurs de la filière laitière au Maroc
<u>Sow</u> , Somda, Kamuanga	Dynamique des filières laitières en zone sahélienne : cas de l'offre et de la demande du lait en zone agropastorale centre du Sénégal
<u>Hamadou</u> , Paré, Ditalamane	Marché du lait et des produits laitiers à Bobo-Dioulasso (Burkina Faso) : caractéristiques et principaux déterminants de la consommation
<u>Hamadou</u> , Tou, Toé	Analyse de la diversification des systèmes de production agricole vers l'activité laitière : Cas de la zone périurbaine de Bobo-Dioulasso (Burkina Faso)
<u>Schneider</u> , Kouyaté, Fokou, Zinsstag, Traoré, Amadou, Bonfoh	Dynamiques d'adaptation des femmes aux transformations des systèmes laitiers en Afrique de l'Ouest
Morin, Coulibaly, Corniaux, Pocard-Chapuis, <u>Moulin</u>	Dynamiques des élevages bovins commercialisant du lait dans un bassin d'approvisionnement urbain (Ségou, Mali)
<u>Lhoste</u>	Les limites de l'application de la méthode de conservation du lait cru par le système de la lactopéroxydase en Afrique de l'Ouest
<u>Dia D.</u> , Duteurtre, Ba A., Ba C.	L'organisation spatiale de la production laitière au Sénégal : <i>des quartiers "meewtu" aux nouvelles dynamiques en milieu rural</i>
<u>Galetto</u> , Lopez, Baumeister	The competitiveness of milk production in Nicaragua: An analysis of productivity and costs in dual-purpose dairy systems in the Matagalpa region
<u>Bonfoh</u> , Fokou, Ould Taleb, Fané, Woirin, Laimaibao, Zinsstag	Dynamiques des systèmes de production, risques et transformations socio-économiques au Mali
Douanio, <u>Ouedraogo</u>	Les déterminants de la consommation du lait frais local pasteurisé dans la ville Ouagadougou
<u>Altafin</u> , Pinheiro, Valone, Gregolin	Smallholder milk production in Brazil - a study of agrarian reform settlements in Unai, Minas Gerais State, Brazil
<u>Grace</u> , Randolph, Omoro, Schelling, Bonfoh	The place of food safety in evolving pro-poor dairy policy in East and West Africa
<u>Aubron</u>	Lait et fromage dans un pays andin : quelle place pour les filières artisanales péruviennes face aux industries laitières ?
Boukary, Chaïbou, <u>Marichatou</u>	Caractérisation des systèmes de production laitière et analyse des stratégies de valorisation du lait en milieu rural et périurbain au Niger : cas de la Communauté Urbaine de Niamey et de la commune rurale de Filingué
<u>Coulibaly</u> , Moulin, Pocard-Chapuis, Morin, Corniaux	Evolution alimentaire et caractérisation des pratiques d'alimentation du troupeau bovin (Sikasso, Mali)
<u>Koussou</u> , Mopaté, Béchir, Grimaud, Bonfoh	Evaluation de la qualité physico-chimique et hygiénique du lait de brousse et des produits laitiers locaux commercialisés dans les «bars laitiers» de N'Djamena (Tchad)
<u>Broutin</u> , François, Niculescu	Gestion de la qualité dans la transformation laitière : expérimentation d'une démarche d'élaboration concertée de guides de bonnes pratiques d'hygiène au Sénégal et au Burkina
<u>Broutin</u> , Duteurtre, Tandia, Touré, François	Accroissement et diversification de l'offre de produits laitiers au Sénégal : la bataille industrielle du lait en poudre à Dakar et des mini-laiteries à la conquête des marchés des villes secondaires
<u>Broutin</u> , François, Sokona, Tandia, Touré	Les déterminants de la consommation du lait caillé à Dakar : quelles opportunités de conquête du marché par les produits locaux ?
<u>Koussou</u> , Duteurtre, Mopaté	La consommation de lait dans les « bars laitiers » de La ville de N'Djamena (Tchad)
<u>Vias</u> , Boukary, Dieye, Duteurtre, Faye	L'envolée des importations laitières au Niger
<u>Boukary</u> , Vias, Marichatou, Sidi, Ahamet, Thys	Place de la femme dans la filière laitière périurbaine en Afrique de l'Ouest : cas de Niamey (Niger)

<u>Corniaux</u> , Bonfoh, Diallo, Pocard-Chapuis, Vias	Réseaux de collecte et de distribution du lait dans les villes d'Afrique soudano-sahélienne
<u>Sissokho</u> , Sall, Dièye	Les petites unités de transformation et la commercialisation du lait local en zone périurbaine au sud du Sénégal (région de Kolda)
<u>Pocard-Chapuis</u> , Corniaux, Coulibaly	Dynamiques de structuration des bassins laitiers : comparaisons entre l'Amazonie brésilienne et le Mali

## 2. Communications scientifiques

Djiby Dia et al « **Le rôle de l'élevage dans la lutte contre la pauvreté : l'exemple des filières laitières locales au Sénégal** » Communication à l'atelier « Elevage et pauvreté » ; Mbour Saly Sénégal, 8-10 mai 2006.

Guillaume Duteurtre et al. « **Ouverture des marchés et développement de l'élevage au Sénégal : les politiques commerciales sont-elles « pro-poor » ?** ». Communication à l'atelier « Elevage et pauvreté » ; Mbour Saly Sénégal, 8-10 mai 2006.

François Vatin « **Les avatars de la laiterie en Afrique de l'Ouest au miroir de l'expérience historique européenne** ». Communication à l'atelier régional « *Vers de nouvelles politiques laitières en Afrique de l'Ouest* ». Bamako (Mali), 29 mai-02 juin 2006.

Papa Nuhine Dieye « **Accès aux marchés et politiques de développement de l'élevage en Afrique de l'Ouest : le cas du lait** ». Communication à l'atelier régional « *Vers de nouvelles politiques laitières en Afrique de l'Ouest* ». Bamako (Mali), 29 mai-02 juin 2006.

Guillaume Duteurtre « **Travailler en réseaux : l'expérience du projet « Politiques laitières »** ». Communication à l'atelier régional « *Vers de nouvelles politiques laitières en Afrique de l'Ouest* ». Bamako (Mali), 29 mai-02 juin 2006.

Seyni Hamadou et al. « **Marché du lait et des produits laitiers à Bobo-Dioulasso (Burkina Faso) : caractéristiques et principaux déterminants de la consommation** ». Communication à l'atelier régional « *Vers de nouvelles politiques laitières en Afrique de l'Ouest* ». Bamako (Mali), 29 mai-02 juin 2006.

René Pocard Chapuis et al. « **La consommation de produits laitiers dans les villes maliennes : une analyse de marché pour mieux piloter la filière** ». Communication à l'atelier régional « *Vers de nouvelles politiques laitières en Afrique de l'Ouest* ». Bamako (Mali), 29 mai-02 juin 2006.

Gilles Vias et al. « **Analyse de la consommation du lait et des produits laitiers dans la ville de Niamey au Niger** ». Communication à l'atelier régional « *Vers de nouvelles politiques laitières en Afrique de l'Ouest* ». Bamako (Mali), 29 mai-02 juin 2006.

Cécile Broutin et al. « **Les déterminants de la consommation du lait caillé et des autres produits laitiers à Dakar : quelles opportunités de conquête du marché par les produits locaux ?** ». Communication à l'atelier régional « *Vers de nouvelles politiques laitières en Afrique de l'Ouest* ». Bamako (Mali), 29 mai-02 juin 2006.

Bassirou Bonfoh et al « **Hygiène des produits et politiques de développement des filières laitières locales au sahel : la qualité comme facteur de compétitivité** ». Communication à l'atelier régional « *Vers de nouvelles politiques laitières en Afrique de l'Ouest* ». Bamako (Mali), 29 mai-02 juin 2006.

S. Wullshleger et al « **Compétitivité des produits laitiers locaux : vers une standardisation du fene, un lait spontanément fermenté au Mali** ». Communication à l'atelier régional « *Vers de nouvelles politiques laitières en Afrique de l'Ouest* ». Bamako (Mali), 29 mai-02 juin 2006.

Christian Corniaux et al « **Prix et disponibilité des produits laitiers dans les villes du Mali** ». Communication à l'atelier régional « *Vers de nouvelles politiques laitières en Afrique de l'Ouest* ». Bamako (Mali), 29 mai-02 juin 2006.

Djiby Dia et al. « **L'organisation spatiale de la production laitière au Sénégal : des quartiers « meewtu » aux nouvelles dynamiques en milieu rural** ». Communication à l'atelier régional « *Vers de nouvelles politiques laitières en Afrique de l'Ouest* ». Bamako (Mali), 29 mai-02 juin 2006.

E. Mbonji et al « **Le rentabilisme dans les micro et petites entreprises laitières au Cameroun : l'anormalité face à la normalisation** ». Communication à l'atelier régional « *Vers de nouvelles politiques laitières en Afrique de l'Ouest* ». Bamako (Mali), 29 mai-02 juin 2006.

Hamidou Tamboura et al « **Diversification des systèmes de production agricole vers l'activité de production laitière à Bobo-Dioulasso** ». Communication à l'atelier régional « *Vers de nouvelles politiques laitières en Afrique de l'Ouest* ». Bamako (Mali), 29 mai-02 juin 2006.

Doubangolo Coulibaly et al « **La typologie des exploitations approvisionnant en lait les villes de Sikasso et Ségou au Mali** ». Communication à l'atelier régional « *Vers de nouvelles politiques laitières en Afrique de l'Ouest* ». Bamako (Mali), 29 mai-02 juin 2006.

Véronique Siouissaram « **L'évolution spatio-temporelle de la commercialisation « des laits peuls » autour de la ville de Niamey** ». Communication à l'atelier régional « *Vers de nouvelles politiques laitières en Afrique de l'Ouest* ». Bamako (Mali), 29 mai-02 juin 2006.

Abdou Razack Boukary et al « **La caractérisation des systèmes de production laitière et analyse des stratégies de valorisation du lait en milieu rural et périurbain au Niger : le cas de la CUN et de la commune rurale de Filingué** ». Communication à l'atelier régional « *Vers de nouvelles politiques laitières en Afrique de l'Ouest* ». Bamako (Mali), 29 mai-02 juin 2006.

Mian O. Koussou « **Stratégies d'alimentation des troupeaux bovins laitiers à la périphérie de N'Djamena** » Communication à l'atelier régional « *Vers de nouvelles politiques laitières en Afrique de l'Ouest* ». Bamako (Mali), 29 mai-02 juin 2006.

Amadou Ndiaye et al « **Le lait dans les stratégies de diversification des revenus des agro pasteurs de la région de Fatick (Sénégal)** ». Communication à l'atelier régional « *Vers de nouvelles politiques laitières en Afrique de l'Ouest* ». Bamako (Mali), 29 mai-02 juin 2006.

Yacouba Sanon « **Analyse de la filière laitière locale burkinabè : les acteurs et leurs organisations dans la périphérie de Bobo-Dioulasso et de Ouagadougou** ». Communication à l'atelier régional « *Vers de nouvelles politiques laitières en Afrique de l'Ouest* ». Bamako (Mali), 29 mai-02 juin 2006.

Guillaume Duteurtre et al « **Ouverture des frontières et politiques laitières en Afrique de l'Ouest : la cohérence entre politiques commerciales et sectorielles est-elle possible ?** ». Communication à l'atelier régional « *Vers de nouvelles politiques laitières en Afrique de l'Ouest* ». Bamako (Mali), 29 mai-02 juin 2006.

Maty Ba Diao et al « **Déterminants de l'adoption de l'insémination artificielle bovine au Sénégal : cas de Niakhar, région de Fatick** ». Communication à l'atelier régional « *Vers de nouvelles politiques laitières en Afrique de l'Ouest* ». Bamako (Mali), 29 mai-02 juin 2006.

Cécile Broutin et al « **Gestion de la qualité dans la transformation laitière : Expérimentation d'une démarche d'élaboration concertée de guides de bonnes pratiques d'hygiène au Sénégal et au Burkina** ». Communication à l'atelier régional « *Vers de nouvelles politiques laitières en Afrique de l'Ouest* ». Bamako (Mali), 29 mai-02 juin 2006.

Isabelle Baltenweck et al « **Dispositifs de partenariats et promotion de nouvelles politiques laitières : l'expérience du Smallholder Dairy Project au Kenya** ». Communication à l'atelier régional « *Vers de nouvelles politiques laitières en Afrique de l'Ouest* ». Bamako (Mali), 29 mai-02 juin 2006.

Djiby Dia et al. « **Le commerce du lait chez les Peuls du Fouladou (Sud du Sénégal) : organisation spatiale, dynamique organisationnelle et construction d'une identité régionale** ». Communication au colloque SYAL Alimentation et Territoires « ALTER 2006 » ; Baeza (Espagne) 18-21 octobre 2006.

Poccard-Chapuis R., Corinaux G., Doubangolo C., Ouologuem B., 2007 : « **La demande urbaine en produits laitiers : contrastes entre la capitale et les villes secondaires du Mali** », affiche présentée au 14èmes journées 3R (Rencontres Recherches Ruminants), Paris, décembre 2007, <http://www.journees3r.fr/>

### 3. Thèses de doctorat

Corniaux C., 2005 : « Gestion technique et gestion sociale du lait : les champs du possible pour une commercialisation durable du lait dans la vallée du Fleuve Sénégal », Thèse de doctorat en zootechnie sous la direction de J. Lossouarn, CIRAD-INAPG, Paris, 278 p.

P.N. Dieye, 2006 : " Arrangements contractuels et performances des marchés du lait local au Sud du Sénégal : les petites entreprises de transformation face aux incertitudes de l'approvisionnement », Thèse de doctorat en agro-économie, Ecole Nationale supérieure agronomique de Montpellier, sous la direction de E. Montaigne et G. Duteurtre, ISRA/MOISA/CIRAD, Montpellier, 211 pages.

### 4. Mémoires et rapports

**Demba BAKHOUM (2006)** *Les indications territoriales et culturelles dans les marques et publicités de produits laitiers au Sénégal.* Mémoire de DEA de Géographie, UCAD ; 76 p.

**Xavier DESMOULINS (2006)** *L'approvisionnement de Dakar en produits laitiers : état des lieux et perspectives.* Master Gestion de projets de développement en Afrique. 110 p + annexes

**Amadou NDIAYE (2006)** *Le lait dans les stratégies de diversification des revenus des agropasteurs de la région de Fatick.* Mémoire de fin d'études d'ingénieur agronome, ENSA Thiès, 87 p

**Abdoulaye DIARRA (2005)** *Etude diagnostic du système agraire de la petite côte : région de Nguekokh–Sénégal.* DESS Développement Agricole, INA-PG. 56 p

**Hermann DOANIO (2006)** *Analyse de la consommation du lait et des produits laitiers dans la ville de Ouagadougou.* Mémoire de DEA/PTCI de UFR des Sciences Économiques et de Gestion de l'université de Ouagadougou 63 p

**Issa ZONGO (2006)** *Analyse de la compétitivité de la filière laitière locale dans la zone périurbaine de Ouagadougou.* Mémoire de DEA/PTCI de UFR des Sciences Économiques et de Gestion de l'université de Ouagadougou 92 p

**Wendpangngdé Ousmane KABORE (2006)** *Analyse des facteurs de compétitivité de la filière laitière locale : Cas de Bobo-Dioulasso.* Diplôme d'Ingénieur du Développement Rural ; option Sociologie et Economie Rurales ; UPB/IDR 64 p

**Eric PALE (2006)** *Analyse de la consommation du lait et des produits laitiers : Cas de la ville de Bobo-Dioulasso.* Diplôme d'Ingénieur du Développement Rural ; option Sociologie et Economie Rurales ; UPB/IDR. 55 p

**Zoumana TOU (2006)** *Analyse de la diversification des systèmes de production agricole vers l'activité de production laitière : cas de Bobo-Dioulasso (Burkina Faso)*. Diplôme d'Ingénieur du Développement Rural ; option Sociologie et Economie Rurales ; UPB/IDR. 62 p

**Wèpia Serge Hermann BASSEPE (2006)** *Commercialisation du lait et des produits laitiers dans la ville de Bobo-Dioulasso : détermination de la fourchette des prix acceptables*. Rapport de stage. Sociologie et Economie Rurales ; UPB/IDR 24 p

## 5. Fiches techniques

Duteurtre G. et Diarra A., 2007 : « Taxer ou exonérer ? La filière laitière sénégalaise face aux politiques fiscales et douanières », fiche politique, REPOL, 4 p. (consultable sur [http://www.repol.info/IMG/pdf/Taxer\\_ou\\_exonerer.pdf](http://www.repol.info/IMG/pdf/Taxer_ou_exonerer.pdf))

Broutin C., Duteurtre G., Dieye PN., Dia D., Tall M., 2007 : « Améliorer la qualité des produits laitiers locaux par des démarches collectives », fiche politique, REPOL, 4 p.  
(consultable sur [http://www.repol.info/IMG/pdf/Note\\_pol\\_Qualite.pdf](http://www.repol.info/IMG/pdf/Note_pol_Qualite.pdf))

Dia D., Duteurtre G., Dieye PN., Tall M., Broutin C., 2007 : « Accompagner la structuration professionnelle dans les filières laitières », fiche politique, REPOL, 4 p.  
(consultable sur [http://www.repol.info/IMG/pdf/Fiche\\_pol\\_structuration\\_professionnelle.pdf](http://www.repol.info/IMG/pdf/Fiche_pol_structuration_professionnelle.pdf))

## 6. Articles de presse

Dieye P. N., 2007. Le lait en instabilité conjoncturelle ? *Agrovision* n° 4, p. 29-30

Duteurtre G. et Dieye P.N., 2007 : « Le Lait au cœur de toutes les controverses » in *Agrovision* n°3, Mai 2007, p. 21

# III. Un renforcement de capacités locales d'analyse du secteur et des partenariats scientifiques

---

## A. Animation du REPOL

### 1. Mise en réseau avec les acteurs

Le travail en réseau a été vivement encouragé dans la recherche notamment dans le domaine des recherches sur les sciences sociales. Beaucoup d'équipes de recherche en Afrique au Sud du Sahara travaillent en collaboration avec celles des pays du Nord. En Afrique de l'Ouest et du Centre, un vaste réseau de recherche a été initié en 2003 pour faciliter les échanges d'information sur les politiques de développement laitier. Il est dénommé **REPOL** (Réseau de Recherche et d'Echanges sur les Politiques Laitières). Il est constitué par des équipes de recherche localisées au Burkina-Faso, au Cameroun, au Mali, au Niger, au Sénégal et au Tchad, impliquant des partenaires du développement (du Nord comme du Sud) et des organisations professionnelles.

Les échanges d'informations sont rendus efficaces grâce à la mise en place et à la gestion régulièrement par l'équipe du Sénégal d'un site web mis en ligne depuis 2005. C'est un outil important dans le dispositif du REPOL. L'adresse du site est [www.repol.info](http://www.repol.info).



Un autre outil de gestion de l'information est la Lettre trimestrielle du REPOL, diffusée par mail à tous les acteurs intéressés par les questions d'élevage en général et de production, transformation et commercialisation du lait et des produits laitiers en particulier. Ce bulletin est édité par l'équipe du Sénégal, mais alimenté par les différentes équipes de recherche. Tous les bulletins publiés sont disponibles en téléchargement à partir du site du REPOL ([www.repol.info](http://www.repol.info)).

Dans le dispositif du REPOL s'insère **un réseau de thésards** qui travaillent sur des thématiques similaires dans plusieurs pays de la sous-région. Ces thèses sont appuyés dans le cadre du projet « Politiques laitières » mais permettent d'appréhender des problématiques de recherche spécifiques à la zone Afrique de l'Ouest et du Centre. Les échanges entre les thésards un aspect fondamental dans la mise en cohérence des démarches pour analyser les politiques dans les filières laitières, particulièrement dans la zone UEMOA.



Le rôle de ce réseau a été souligné avec force lors de différentes rencontres régionales tenues par les acteurs des filières laitières. Un premier atelier sur les politiques laitières tenu à Dakar en mai 2005 a recommandé son institutionnalisation compte tenu de son importance dans l'échange d'informations et la mise en synergie des équipes de recherche de la sous-région. Il s'agit de mettre en place une association de droit civil. Cette demande sera considérée comme une priorité. Ainsi, un second atelier organisé à Bamako en fin mai et début juin 2006 permettra la tenue de la première Assemblée Générale (Assemblée générale constitutive), au cours de laquelle les statuts et le règlement intérieur de l'association ont été adoptés à l'unanimité par les membres-fondateurs, fixant le montant des droits d'adhésion et celui des cotisations annuelles. De même, un bureau fort de 7 membres sera élu (cf. annexes).

Une demande de constitution en association dûment reconnue est introduite auprès de l'administration sénégalaise. La procédure administrative suit son cours pour la délivrance du récépissé.

## 2. Animations scientifiques

Les animations scientifiques organisées dans le cadre des activités du projet ont pour but de rendre compte des résultats de recherches menées par les chercheurs à différents niveaux : mémoires, thèses, stages, ... Ils peuvent être des comptes-rendus de lecture, des résultats d'enquêtes, l'analyse d'articles, etc.

A titre d'exemple, une animation scientifique a été organisée par l'équipe Sénégal du projet « Politiques laitières » sur le commerce des produits laitiers au Sénégal et au Niger. Il était intitulé « *Les marchés du lait vus par les géographes : regards croisés Sénégal/Niger* ». Le thème a été introduit par des géographes dans le cadre de DEA ou de thèses de doctorat.

Au cours de cette conférence, il a été souligné les liens entre le local et le global, le rôle de l'agriculture locale dans l'approvisionnement et l'alimentation des villes, l'impact du commerce international sur la production locale et enfin de la place des différents territoires régionaux dans les économies nationales. Le lait a été considéré comme un « cas d'école », par l'importance du niveau des importations, mais aussi par son rôle dans les systèmes de production, dans la culture alimentaire et dans les dynamiques des territoires des pays d'Afrique de l'Ouest.

## B. Accueil d'étudiants

Dans le cadre du volet formation du projet, une grande importance a été accordée aux formations diplômantes. Ces formations de niveau universitaire ont été co-encadrées par les chercheurs du projet dans les différentes équipes nationales. Des stages ont été accordés aux étudiants et élèves des universités et grandes écoles. De même, plusieurs thèses ont été conduites, co-financées ou appuyées sur le plan méthodologique par les chercheurs dans le cadre du projet. Des chercheurs du projet ont également pu bénéficier de cet appui.

## 1. Point sur les stages

Les stages dans le cadre du projet « Politiques laitières » ont abouti, tous, à la présentation d'un rapport ou à la soutenance d'un mémoire (DEA, DESS, Master, ...). Il s'agit de stages en rapport avec les différentes thématiques abordées par le projet : consommation, diversification, options politiques, déterminants de la compétitivité. Le tableau suivant présente les différents stages répertoriés au cours de la durée du projet.

Pays	Diplôme	Thème	Auteur/Institution	Prise en charge projet	Support
<b>Sénégal</b>	Master Projet de développement	L'approvisionnement de la ville de Dakar en produits laitiers	Xavier Desmoulins/Univ. Paris XI	Stage (indemnités, terrain, reprographie)	Mémoire
	DEA	Les indications territoriales et culturelles dans les marques et publicités des produits laitiers au Sénégal	Demba Bakhom/UCAD	Appui méthodologique	Mémoire de DEA
	Ingénieur	Le lait dans les stratégies de diversification des revenus des agro-pasteurs de la région de Fatick	Amadou Ndiaye/ENSA	Stage (indemnités, terrain, reprographie)	Mémoire d'ingénieur
	DESS Développement agricole	Etude diagnostic du système agraire de la petite Côte : région de Nguékohk	Abdoulaye Diarra Paris INA P-G	Stage (indemnités, terrain, reprographie)	Mémoire de DESS,
<b>Niger</b>	Docteur vétérinaire	Etude étiologique des mammites subcliniques dans les élevages bovins laitiers périurbains et urbains de Niamey	Abdoukarim ISSA IBRAHIM EISMV de Dakar	Appui méthodologique	Thèse de Dr Vétérinaire
	Développement rural	Analyse qualitative de la consommation du lait et des produits laitiers dans la ville de Niamey	Marie Yacouba IPDR de Kollo	stage	Rapport de stage
	Technicien supérieur de laboratoire	Identification des risques de pathogènes dans la chaîne de Production du lait cru dans la Communauté Urbaine de Niamey	Yaou Makama 'ENSP	Stage	Mémoire de fin d'études
	2 <sup>ème</sup> année Développement rural	Les acteurs institutionnels de la filière laitière au Niger	Adam Mamane Laini IPDR de Kollo	Stage	Rapport de stage
	2 <sup>ème</sup> année Développement rural	Place de la femme dans la filière laitière périurbaine en Afrique de l'ouest : cas de Niamey	Ramatou IPDR de Kollo	Stage	Rapport de stage
<b>Burkina Faso</b>	1 <sup>ère</sup> année Institut de Développement Rural	Commercialisation du lait et des produits laitiers dans la ville de Bobo-Dioulasso : Détermination de la fourchette des prix acceptables	Bassépé W. S. H IDR	Stage (indemnités, terrain, reprographie)	Rapport de stage
	Ingénieur	Analyse de la diversification des systèmes de production agricole vers l'activité laitière : Cas du bassin de Bobo-Dioulasso	Tou Zoumana IDR	Stage (indemnités, terrain, reprographie)	Mémoire d'ingénieur
	Ingénieur	Marché du lait et des produits laitiers à Bobo-Dioulasso (Burkina Faso) : caractéristiques et principaux déterminants de la consommation	Pale Eric IDR	Stage (indemnités, terrain, reprographie)	Mémoire d'ingénieur
	Ingénieur	Analyse des facteurs de compétitivité de la filière laitière locale	Kaboré W. Ousmane IDR	Stage (indemnités, terrain, reprographie)	Mémoire d'ingénieur
	DEA	Analyse des déterminants de la compétitivité de la filière lait de la zone périurbaine de la ville de Ouagadougou	Zongo I Université de Ouagadougou	Stage (indemnités, terrain, reprographie)	Mémoire de DEA
	DEA	Analyse de la consommation des produits laitiers dans l'agglomération de Ouagadougou	Douanio H. Université de Ouagadougou	Stage (indemnités, terrain, reprographie)	Mémoire de DEA

Les travaux réalisés ont étudié le marché et la consommation des produits laitiers dans différentes grandes villes des pays partenaires du projet, analysé l'offre et la demande de produits laitiers.

Ils ont également analysé le rôle des importations de lait et produits laitiers dans la résorption du déficit laitier dans les pays de l'Afrique de l'Ouest, avec la dominance de la poudre de lait. Cette situation a favorisé l'émergence de nouvelles entreprises laitières dans le secteur. Dans la même dynamique, ces études abordent le développement de petites unités de transformation du lait local dans des villes secondaires. Mini laiteries et PMI de transformation et de reconditionnement de la poudre de lait ont contribué à la diversification des produits et marques sur les marchés nationaux. Une situation de confusion des consommateurs qui accentue la désinformation ou l'asymétrie d'information des consommateurs. Les pratiques ne permettent pas une identification facile des produits locaux vis-à-vis des produits importés.

Les études ont tenté de cerner les caractéristiques de la consommation de lait et des produits laitiers. Elles mettent en évidence des marchés non négligeables pour les produits laitiers locaux, en particulier pour le lait frais et le yaourt. Par ailleurs, les travaux ont montré que le prix est déterminant dans la consommation. La fourchette de prix acceptables par les consommateurs se situe par exemple entre 135 et 240 Francs CFA pour le ¼ du litre de yaourt, 500 à 550 FCFA le litre pour le lait pasteurisé contre 1 000 et 1 400 F CFA le kg de yaourt. L'hygiène, le prix, le goût, la disponibilité, l'emballage, la facilité d'usage et la conservation constituent également autant de critères affectant la décision des consommateurs. Ces produits ne peuvent être consommés par la majorité de la population que lorsque leurs prix sont compatibles avec le pouvoir d'achat des populations locales.

L'incertitude de l'offre liée à la saisonnalité de la production a des conséquences néfastes sur le plan organisationnel. La filière reste vulnérable. La saisonnalité de la production se répercute sur les niveaux d'approvisionnement des unités de transformation et sur les prix du marché. La pérennité de la filière passe alors par l'adoption de stratégies de sécurisation de l'offre (arrangements contractuels), de réduction des coûts de production, d'organisation des acteurs et d'amélioration de son environnement institutionnel.

Les résultats montrent également le système de transformation artisanale valorise mieux les ressources locales que les autres systèmes. Pour une meilleure compétitivité du lait local, une hausse du niveau de taxation du lait importé s'avère nécessaire, de même que la poursuite des actions d'amélioration génétique des animaux et de promotion du lait local.

## 2. Point sur les thèses

Les thèses appuyées par le projet « Politiques laitières » sont au nombre de 6, soit 3 thèses au Sénégal, 2 au Mali et 1 au Niger. Elles traitent des déterminants de la compétitivité des filières laitières locales et des options politiques à mettre en œuvre pour la durabilité de ces filières.

L'essentiel des thèses est encore en cours. Seules 2 thèses ont été soutenues. Il s'agit de :

- la thèse de doctorat en économie du développement agricole agro-alimentaire et rural de l'ENSA de

Montpellier de Papa Nuhine Dièye soutenue en juin 2006 sa thèse et portant sur le thème « *Arrangements contractuels et performances des marchés du lait local au Sud du Sénégal : les petites entreprises de transformation face aux incertitudes de l'approvisionnement* ». Cette thèse analyse globalement l'approvisionnement des marchés et la compétitivité des filières agricoles en Afrique. L'entrée choisie ici porte sur les transactions et les relations contractuelles entre les différents acteurs de la filière laitière locale dans la région de Kolda au Sud du Sénégal.

Le système étudié est centré sur le ramassage journalier du lait frais et la transformation par des petites entreprises (ateliers coopératifs, centres de collecte, mini-laiteries) pour l'approvisionnement des pôles urbains de consommation. Il s'agit d'un système de surplus (au sens de l'excédent de l'autoconsommation) basé sur des innovations dans le système de conduite des élevages, l'organisation de la collecte et du transport du lait, la commercialisation des produits. L'auteur démontre que la stabilité et la viabilité de ce système sont fragilisées par les incertitudes associées à la saisonnalité de la production et à la qualité des produits. Par ailleurs, pour limiter ces incertitudes transactionnelles, des mécanismes de coordination hybride, centrés sur les arrangements contractuels implicites et les réseaux, sont mis en place.

Cette thèse est en téléchargement sur le site du Repol ([www.repol.info](http://www.repol.info)) ou celui du groupe « Economie et Politiques d'Elevage ([www.cirad/epe.fr](http://www.cirad/epe.fr))

- la thèse de doctorat de Christian Corniaux en économie agricole soutenue en juin 2005 à l'ENSA de Montpellier. Son travail a porté sur le thème de la "*Gestion technique et gestion sociale de la production laitière : les champs du possible pour une commercialisation durable du lait - cas des modes de production actuels du delta du fleuve Sénégal*". Il analyse les règles sociales et techniques qui régissent la production et la commercialisation du lait dans le delta du fleuve Sénégal. Pour l'auteur, le lait est un « produit social », lien entre les animaux laitiers et les hommes qui les gèrent.

Cette thèse est également en téléchargement sur le site du Repol ([www.repol.info](http://www.repol.info)) ou celui du groupe « Economie et Politiques d'Elevage ([www.cirad/epe.fr](http://www.cirad/epe.fr))

Pays	Diplôme	Thème	Auteur/Institution	Prise en charge projet	Support
<i>Sénégal</i>	Thèse de doctorat	Cloisonnement des espaces économiques structurés autour du lait : le lait local sénégalais est-il interconnecté avec le marché mondial ?	Djiby DIA UCAD/ISRA	Terrain, matériel informatique, salaire août 2005-juillet 2006	En cours
	Thèse de doctorat	Protectionnisme et développement du secteur laitier sénégalais	Abdoulaye Diarra Paris XI	Stage (indemnités, terrain, reprographie)	En cours
	Thèse de doctorat	Coordination des acteurs et formes de gouvernance des filières laitières au Sud du Sénégal : les petites entreprises laitières face aux incertitudes de l'approvisionnement	Papa Nuhine Dièye, ENSAM/ISRA	Enquêtes terrain	Thèse
<i>Mali</i>	Thèse de doctorat	Commercialisation du lait dans les principales villes du Mali : un moteur d'innovation dans les systèmes d'élevage des zones périurbaines	Doubangolo Coulibaly Paris INA P-G	Enquêtes terrain	En cours
	Thèse de doctorat	Gestion technique et gestion sociale de la production laitière : les champs du possible pour une commercialisation durable du lait : Cas du Delta du fleuve Sénégal	Christian Corniaux ENSAM/IER	Appui méthodologique	Thèse
<i>Niger</i>	Thèse de doctorat	L'élevage peut périurbain de Niamey : changements économiques et culturels	Véronique Sioussaram Université Abdou Moumouni	Déplacement Niger, terrain	En cours

## C. Formation des acteurs de la filière

### 1. Mise en œuvre de fiches techniques

Dans le cadre du renforcement des capacités des acteurs de la filière laitière, des fiches techniques ont été élaborées par les chercheurs du projet « Politiques laitières ». L'objectif de ces documents était de rendre plus souple, légers et accessibles les informations et les nombreux résultats issus de la recherche. Les fiches ont ainsi porté sur les aspects organisationnels, la gestion de la qualité et les politiques de taxation dans les filières laitières locales (cf. document annexe).

#### Sur la structuration professionnelle

Les résultats de recherche ont souligné l'émergence d'un nouveau type d'organisations professionnelles dans le sous-secteur du lait : des organisations locales de producteurs (GIE) et des

Organisations interprofessionnelles réunissant plusieurs corps de métiers (producteurs, collecteurs-livreurs, transformateurs, distributeurs, auxiliaires d'élevage). Cette approche a permis de jeter les jalons d'une dynamique de développement communautaire. Par ailleurs, les filières laitières locales ont besoin d'être garnies d'organisations syndicales fortes et représentatives, d'être régulièrement en phase avec les aspirations du secteur et de nouer des alliances pour renforcer la capacité de plaidoyer.

Les interprofessions autour du lait doivent être mieux reconnues et associées par les pouvoirs publics dans la définition des stratégies politiques. Par ailleurs, la création de cadres de concertations locaux, nationaux et régionaux sont nécessaires à la construction d'une filière dynamique, compétitive et durable.

En amont, les politiques d'appui à la production doivent être soutenues. En aval, les associations de consommateurs doivent jouer leur partition afin de constituer des relais d'information et assainir le marché

### **Sur les politiques de taxation**

Les résultats indiquent la nécessité pour les politiques d'arbitrer entre protectionnisme favorable à la production locale et libéralisme favorable à la consommation urbaine en raison des évolutions notées dans les filières laitières ces dernières années (stagnation de la production, ouverture des marchés et fortes importations de produits laitiers, notamment la poudre de lait). Il est important de mettre en place à la fois des politiques de prix favorables à la production et des politiques d'appui institutionnelles prenant en compte les facteurs hors-prix (organisation professionnelle, appui à la qualité, infrastructures, etc.). Le lait étant un « produit social », il est nécessaire de mettre en place de véritables plans de développement laitier nationaux qui prennent en compte les intérêts des producteurs ruraux et ceux des consommateurs urbains dans le contexte d'un commerce mondiale en perpétuelle mutation.

Les filières laitières locales devraient tirer partie rapidement de la nouvelle conjoncture mondiale qui voit les prix du lait augmenter depuis la fin 2006. En effet, il n'est pas exclu que cette hausse des prix connaissent la tendance inverse avec l'amélioration des conditions climatiques dans les principaux pays exportateurs et la reprise des exportations de l'Argentine.

### **Sur la gestion de la qualité**

Les résultats ont montré que l'amélioration de la qualité répond au besoin d'assurer la santé du consommateur et de valoriser l'origine des produits et les caractéristiques distinctives. La recherche de la qualité passe par des démarches collectives et l'élaboration de réglementations adaptées aux contextes de production, des démarches d'auto-contrôle de la qualité par les acteurs. Celles-ci doivent être reconnues par l'Etat.

Les résultats consommateurs sont attentifs à la qualité mais demeurent mal informés. Il est nécessaire de mettre en place des démarches collectives pour identifier les risques et les maîtriser. C'est l'exemple de l'élaboration d'un Guide de bonnes pratiques d'hygiène et de transformation laitière pour contribuer à améliorer la sécurité sanitaire des consommateurs et valoriser les produits locaux. Cet outil doit être mis en diffusion pour consolider la gestion de la qualité dans la consommation des produits laitiers locaux.

## 2. Organisation d'ateliers de formation

Plusieurs ateliers nationaux et régionaux ont été organisés pour la formation des acteurs des filières laitières nationales. Ces sessions ont permis aux différents acteurs impliqués dans l'élaboration des politiques laitières de comprendre les enjeux autour de ces filières et la nécessité de mettre en place des conditions et un environnement favorables à l'émergence de filières répondant aux besoins nationaux en lait et produits laitiers.

Les moments les plus importants ont été les ateliers de concertation organisés dans chacun des pays où intervient le projet. Ces rencontres ont été organisées en partenariat avec les organisations professionnelles les plus représentatives des filières laitières locales. Elles ont permis d'associer les structures d'encadrement, la recherche, les décideurs politiques. L'enjeu était de montrer le poids potentiel des filières laitières locales, inhibées par une série de contraintes d'ordre conjoncturel.

Les résultats obtenus à travers ces sessions de formation sont la suscitation à la mise en projet au Sénégal d'un programme national de développement de la filière lait (PNDFL). Ce projet de programme a été initié au lendemain de l'atelier national de concertation sur les filières laitières organisé à Dakar les 31 mai et 1<sup>er</sup> juin 2007 et qui avait pour thème « *Sécuriser les débouchés pour dynamiser la production laitière nationale* ». La mise en chantier de ce programme était ressortie comme une recommandation forte émanant des organisations professionnelles du secteur laitier, appuyés par la recherche et les structures d'encadrement.

## IV. Une amélioration de la concertation entre acteurs et décideurs politiques

### A. Concertation et processus d'élaboration des politiques

La concertation est le principe sur lequel repose la démarche fondamentale de l'élaboration des politiques laitières nationales et sous-régionale. Plusieurs réunions nationales de concertation sont organisées à l'initiative des chercheurs et des organisations professionnelles partenaires du projet. Ces rencontres constituent les espaces de concertation les plus appropriées, compte tenu de la diversité des acteurs.



#### 1. Journées mondiales du lait

Les journées mondiales du lait sont organisées le 1<sup>er</sup> juin de chaque année, institutionnalisées en 2001 par la FAO. Les activités menées au cours de ces journées comprennent des forums animés par les chercheurs, les producteurs, les transformateurs de lait, les consommateurs et les décideurs politiques, des séances de dégustation de produits locaux, des expositions, etc.

En 2005 et en 2006, ces journées ont été célébrées en marge des ateliers méthodologique et de présentation des résultats du projet Politiques laitières respectivement à Dakar et à Bamako. Cela a permis de regrouper le maximum de participants et de promouvoir les échanges d'expériences entre acteurs des filières laitières des différents pays membres du projet. Par ailleurs, en marge de cette journée mondiale, dans chaque pays sont organisées des ateliers nationaux de concertation des acteurs des filières laitières.





En 2007, les pays membres ont organisé individuellement la journée mondiale du lait. Au Burkina Faso, elle a été co-organisée par la Table Filière Lait du Burkina et le Réseau de recherche et d'échanges sur les politiques laitières (REPOL). Elle a été placée sous le thème de la « Sécurisation des débouchés pour les producteurs et transformateurs du lait local ». La rencontre avait pour objectifs de faire participer les acteurs locaux de manière à :

- Présenter les potentialités du Burkina Faso en matière de production laitière ;
- Informer l'opinion nationale sur les politiques spécifiques au secteur laitier ;
- Sensibiliser l'opinion publique nationale et internationale sur les effets des importations de lait et des produits laitiers sur la filière locale ;
- Faire la promotion de la filière lait du Burkina et des produits à base de lait des opérateurs de la filière nationale ;
- Restituer les résultats de recherches entreprises dans le cadre du projet Politiques laitières ;
- Stimuler la consommation du lait local auprès des ménages urbains et ruraux ;
- Recueillir auprès des participants des propositions d'actions pour une valorisation efficiente du potentiel national.



D'importantes recommandations sont sorties de cette rencontre, adressées à différents acteurs.

### **Aux autorités nationales**

- L'urgence de pallier l'insuffisance des données statistiques, outil pourtant stratégique d'aide à la décision ;
- La nécessité de mettre en place un fonds de soutien du secteur laitier ;
- La mise en place d'un mécanisme de prélèvement à même de financer le fonds de soutien du secteur laitier ;
- L'accélération de la normalisation des appellations ;
- Le renforcement du contrôle de qualité des produits ;
- Le renforcement des actions du CMAP (Centre national de multiplication des animaux performants (CMAP ex CNAG) ;
- La lutte contre l'entrée frauduleuse de la poudre de lait sur le territoire ;
- Le renforcement des capacités des organisations professionnelles.

### **A la Table Filière Lait du Burkina**

La pérennisation de la commémoration de la Journée mondiale en inscrivant l'organisation de la manifestation dans son plan d'action annuel

### **Aux acteurs des différentes filières laitières des pays de la CEDEAO**

La mise en place urgente d'un cadre de concertation sous-régional des acteurs de la filière lait.

### **A la société civile et aux instances sous régionales de l'UEMOA et de la CEDEAO**

L'inscription du lait de la catégorie 0 et 1 du TEC UEMOA à la catégorie 2 ou 3 du TEC CEDEAO

Au Mali, l'évènement a été célébré le 2 juin 2007 à Bamako avec pour objectifs de promouvoir les échanges entre les acteurs du secteur laitier et de donner plus de visibilité aux produits mis sur le marché par les professionnels du lait et à faire connaître leurs activités et les résultats obtenus. Le panel d'acteurs réunis pour discuter de la problématique de la filière laitière a montré que l'engouement des acteurs est la résultante de deux principaux bouleversements dans la filière : (i) le manque de tourteaux de coton sur le marché malien et la flambée des prix du simple au double et (ii) l'augmentation des prix de la poudre de lait répercutée sur le prix des produits finis au cours des semaines ayant précédé la concertation. Ces problèmes ont été largement débattus et de nouvelles pistes de réflexions sont apparues :

- la diversification de l'alimentation du bétail laitier ;
- la détaxation (suppression de la TVA) aussi bien sur les intrants animaux que sur les produits laitiers transformés.



## 2. Rencontres tables-filières

### 4<sup>ème</sup> Assemblée Générale Ordinaire de la Table Filière Lait de Bobo-Dioulasso (Burkina Faso)

Elle a regroupé les producteurs représentés par l'Union des éleveurs producteurs de lait (UEPL) et l'association des Producteurs de lait de Bobo (PROLAIT), les transformateurs représentés par Faso Kossam, Bonnet vert, Kossam de l'ouest et Thou Yaourt. Des structures de recherche, d'encadrement et de financement (CIRDES, PAF, PAOB), ainsi que l'Etat étaient également présents. L'ordre du jour était axé sur quatre points : le bilan des activités au niveau des acteurs de la filière, le bilan des activités de la Table Filière Lait du bureau sortant, le renouvellement du bureau et des divers.

Bilan des activités des acteurs

- UEPL

Les activités suivantes ont été réalisées : une formation en santé animale et sur la qualité du lait, une formation sur la conduite du troupeau laitier et sur l'organisation des unités de production, une formation en informatique des producteurs, une formation sur la construction des fenils, de la coupe et la conservation du fourrage naturel. Au niveau de la reproduction, des semences pour l'insémination artificielle ont été acquises.

- PROLAIT

Les activités de PROLAIT sont essentiellement basées sur l'amélioration génétique par la pratique de l'insémination artificielle et la santé animale. PROLAIT compte 25 membres dont 15 actifs. La majorité des membres sont aussi membres du Club d'Insémination Artificielle.

Les perspectives de PROLAIT sont : une tenue régulière des AG, la mise en place d'un secrétariat permanent le renforcement de l'insémination artificielle, le recrutement d'un docteur vétérinaire.

Notons également que cette structure comporte 150 vaches en âge de production, due à l'insémination artificielle.

- Les transformateurs

Les transformateurs présents à cette assemblée générale ordinaire se sont engagés à déposer le bilan de leurs activités par écrit auprès de la Table Filière Lait. Néanmoins, ces transformateurs, à savoir Bonnet vert, Kossam de l'ouest et Faso Kossam, ont déclaré avoir participé à la formation sur les guides de bonnes pratiques d'hygiène de la transformation du lait.

- Bilan des activités de la Table Filière Lait

Les activités de la Table Filière Lait Bobo-Dioulasso au cours de l'année 2004-2006 sont les suivantes :

- L'élaboration du nouveau PSD 2005-2008 ;
- la participation aux 3<sup>e</sup> Journées Agro-Alimentaires (JAAL) du 25/11/2005 au 03/12/2005 à la Maison du peuple à Ouagadougou ;
- la rencontre des deux Tables Filière Lait sur la «chaîne des valeurs» et «la stratégie vers l'autonomie des TFL» ;
- la rencontre de Goundi sur les interprofessions au Burkina Faso ;
- la rencontre des deux Tables Filières sur l'étiquetage des produits laitiers, la mise en place d'une structure des transformateurs,
- les journées du lait à l'école.

Un exposé sur l'interprofessionnalisation des acteurs de la filière a fait ressortir les processus d'interdépendance et d'intégration entre les acteurs de la filière et de son environnement.

En prélude de cet exposé, une présentation du Projet Politiques Laitières a été faite.

La dernière partie de cette assemblée générale ordinaire fut la démission de l'ancien bureau de la Table Filière Lait/ Bobo-Dioulasso et l'élection du nouveau bureau composé de représentants des producteurs des transformateurs et des distributeurs. Le représentant des producteurs fut choisi comme coordonnateur de la TFL.

### 3. Ateliers nationaux

#### **Atelier national de validation du plan d'actions pour le développement de la filière lait (Burlina Faso)**

Tenu dans la salle de conférence de l'OOAS/WAHO, cet atelier a regroupé plusieurs structures de recherche nationale et internationale, d'appui technique, de financement à la filière lait, etc. Etaient aussi présents, le représentant du Ministère des Ressources Animales (MRA) et les directeurs régionaux des ressources animales.

L'objectif de cet atelier était la présentation et la validation du plan d'actions pour le développement de la filière lait, élaboré par le MRA. A cet effet, la présentation du document a porté sur le diagnostic et les axes stratégiques mis en place.

Il ressort du diagnostic de la filière lait les atouts et les contraintes au niveau des différents maillons que sont la production, la transformation, la commercialisation et au niveau de l'organisation des acteurs.

S'agissant du maillon de la production, l'importance du cheptel, l'existence de la demande de lait local et de sites potentiels, sont des atouts. Par ailleurs, la faible productivité des animaux liés principalement à un faible potentiel génétique et à un déficit alimentaire, occasionnant une saisonnalité de l'offre, demeurent les contraintes à la production.

Au niveau du maillon transformation, l'existence d'une multitude d'unités dynamiques et l'existence d'une demande en produits laitiers transformés constituent les atouts de ce maillon. Les limites de ce maillon sont principalement la saisonnalité de la production, l'insuffisance du professionnalisme des acteurs et les problèmes d'accès aux intrants.

Quant au maillon de la commercialisation, il ressort comme atouts majeurs, les initiatives privées par la mise en place d'une multitude de point de vente (kiosques, superettes, pousse-pousse, etc.).

De l'organisation des acteurs, il a été fait cas d'une dynamique émergente intéressante (les associations des producteurs, la Tables filières), comme des opportunités. Néanmoins, une faible structuration demeure une limite à l'organisation des acteurs.

Dans la phase diagnostic, l'environnement institutionnel et réglementaire de la filière a été aussi abordé. A cet effet, l'élaboration de normes et de bonnes pratiques, et une dynamique d'appui aux acteurs, sont un atout à ce volet. Quant aux contraintes, elles résident dans l'absence de stratégie de promotion du lait local, aux problèmes de sécurisation foncière et de la faible disponibilité des services spécialisés.

A l'issue du diagnostic de la filière lait, fut présenté les axes stratégiques du plan d'action dont l'objectif global est de promouvoir de façon durable le développement de la filière lait en vue contribuer à l'amélioration et à la sécurisation des revenus des producteurs, en particulier les plus pauvres, et à la lutte contre la pauvreté. Les objectifs spécifiques, au nombre de dix, sont repartis autour de six axes :

- Axe 1 : Amélioration du maillon de la production ;
- Axe 2 : Amélioration du maillon transformation ;
- Axe 3 : Amélioration du maillon de la commercialisation ;
- Axe 4 : Organisation et professionnalisation des acteurs ;
- Axe 5 : Cadre réglementaire et environnement incitatifs ;
- Axe 6 : Amélioration des capacités institutionnelles et des acteurs publics.

A la suite de la présentation du document, des critiques et suggestions ont été apportées par les participants en vue d'améliorer la qualité de ce plan stratégique. Ces critiques et suggestions ont porté sur les points suivants :

- Absence de statistiques fiables au niveau de la filière ;
- La sécurisation foncière comme axe stratégique ;
- Utilisation des élites dans les races locales afin d'améliorer la productivité ;
- Le problème d'eau ;
- L'insémination artificielle comme axe ;
- Prise en compte de l'interprofessionnalisme des acteurs ;

En conclusion, le plan d'actions stratégique a été adopté sous réserve de la prise en compte des remarques. Une commission chargée du suivi de l'amélioration du document, fut installée.

## B. Les ateliers régionaux

Des ateliers régionaux ont été organisés dans le cadre du projet Politiques laitières. Il s'agit d'un atelier méthodologique de démarrage tenu à Dakar en mai 2005 et d'un atelier de présentation des résultats des équipes de recherche du projet à mi-parcours en mai 2006 à Bamako.

L'atelier méthodologique de Dakar avait pour objectif de réunir les partenaires impliqués dans le projet afin d'harmoniser le démarrage des activités programmées dans les 4 pays. Il a permis notamment i) d'échanger avec les organisations de producteurs et les partenaires du développement sur les activités de recherche, de concertation et de formation prévues dans le projet, ii) de présenter une synthèse bibliographique régionale dégageant un diagnostic de la situation et des pistes de recherche pour chacun des 4 pays, iii) d'élaborer une méthodologie commune associant les équipes de recherche des différents pays partenaires. Par ailleurs, cet atelier l'occasion de tenir les premières réunions régionales du REPOL, ce qui a donné au réseau une dimension régionale.

L'atelier de présentation des résultats de Bamako sur le thème « Vers de nouvelles politiques laitières en Afrique de l'Ouest » s'inscrivait dans le cadre des activités de concertations régionales du projet. Cet atelier tenu un an après l'atelier de démarrage du projet en juin 2005 avait regroupé une quarantaine de participants de la Recherche, du Conseil agricole, des OP, des privés du Burkina-Faso, du Cameroun, de France, du Kenya, du Mali, du Niger, du Sénégal, de la Suisse et du Tchad. Les objectifs de l'atelier étaient :

- de faire le point sur l'état d'exécution des activités de recherche, de concertation et de formation menées dans les différents pays ;
- de discuter des résultats préliminaires du projet entre partenaires du projet et personnes ressources impliquées dans le REPOL ;
- de programmer les activités prévues en dernière année du projet notamment l'organisation de réunions de concertation.

## V. Bilan et perspectives

---

### A. Sur la thématique de recherche

#### 1. Evolutions dans les politiques laitières

Les politiques laitières ont rapidement évolué au cours de ces dernières années. Les multiples activités de concertation à l'échelle des pays et à l'échelle sous-régionale voire régionale ont servi de base aux initiatives politiques en faveur de secteur laitier. La recherche suscite les débats en présentant des résultats de plusieurs études menées dans des thématiques telles que la consommation, la diversification, la compétitivité, la fiscalité, la qualité,... encourage une large concertation par la participation du plus grand nombre d'acteurs. De ces rencontres émanent plusieurs idées et options politiques pouvant être prises en compte par les décideurs publics. De même, ces réunions ont créé de nouvelles dynamiques politiques dans les pays membres du projet. C'est ainsi qu'au Sénégal par exemple, au sortir de l'atelier national de concertation sur le thème « **Sécuriser les débouchés pour dynamiser la production nationale** », un nouvel élan est imprimé par les acteurs des filières laitières locales dans le but de formuler des options politiques qui répondent aux exigences du développement national. Cette période a marqué le lancement du projet de formulation du Programme national de développement de la filière laitière locale (PRODELAIT).

Le contexte du commerce mondial marqué par le renchérissement généralisé des cours des principaux produits laitiers notamment la poudre de lait, le beurre, a été un élément déclencheur de la volonté affichée par les Etats de réformer leurs démarches politiques. Au Sénégal, le Plan National de Développement Laitier en projet vise spécifiquement à encourager la valorisation de la production locale par l'industrie laitière nationale et par les entreprises artisanales des villes secondaires. Pour cela, le programme interviendra dans les domaines suivants :

- **Renforcement du cadre incitatif** pour les investissements privés dans la filière ;
- **Appui à l'intensification** de la production ;
- **Appui à la structuration des filières** agro-pastorales (contrats entre producteurs et transformateurs, organisation professionnelle et interprofessionnelle).

Ce Plan, tout en **capitalisant** les expériences passées, devra adopter une approche systémique des problèmes : Il prendra en compte **la filière dans son ensemble**, en considérant que chaque **zone agro-écologique** présente des potentialités différentes qui leur confèrent chacune des avantages comparatifs. Dans ce cadre, le Plan projet cherchera à s'appuyer sur les dynamiques de développement de « **bassins laitiers** ». L'essor de ces bassins sera envisagé à la fois dans ses composantes techniques (accès à des sous-produits agro-industriels, aux ressources fourragères, performances des animaux, etc.), organisationnelles (savoir-faire locaux, structuration en GIE et Unions de GIE, contrats producteurs-transformateurs, etc.) et institutionnelles (législation sur la qualité, mesures de régulation, incitations, appui-conseil etc.).

Le Plan sera centré sur une approche de **concertation entre tous les acteurs** de la filière susceptibles d'apporter leur contribution à la dynamique collective : organisations professionnelles et interprofessionnelles, industries, structures d'appui technique, agences de l'Etat, Ministères, partenaires du développement.

Au Mali, démarre également en 2007 la Stratégie et proposition d'actions pour la valorisation du lait cru local au Mali ». Ce programme national est estimé à quelques 10 milliards 900 milles francs CFA pour des objectifs de collecte de 9 millions de litres dont 50% collectés et transformés par les industries laitières au cours des 5 prochaines années. Il sera sous la responsabilité du Ministère de l'élevage et de la pêche et mettra à contribution le Ministère de l'industrie et du commerce, celui du Domaine de l'Etat et les organisations professionnelles d'éleveurs laitiers, en plus des autres acteurs de la filière réunis en sociétés coopératives pour la gestion des laiteries qui seront implantées dans les centres urbains. Le dispositif de pilotage et de suivi est composé de Comités de concertation locale, de Comité technique et de Structure mixte de concertation.

La concertation a été déjà engagée dans le cadre du projet « Politiques laitières » et a permis de cadre aux principaux acteurs de la filière. Les différentes journées mondiales du lait constituent des événements majeurs dans l'organisation des filières laitières locales.

Au Niger, un livre sur le secteur laitier nigérien face à la mondialisation est en cours de rédaction et comporte les éléments pour une nouvelle forme de politique laitière au Niger pensée par les acteurs évoluant dans ce domaine. L'équipe du projet « Politiques laitières » basée au Niger est au devant de cette initiative dans le cadre d'une large concertation avec les acteurs, issue de l'organisation de journées mondiales du lait ou de foire d'élevage.

Cette dynamique de renforcement de la production, de la transformation et de la recherche de débouchés du lait local est amorcée depuis 2007 dans les pays qui composent le projet « Politiques Laitières ». Elle marque une ère nouvelle qui consiste à organiser les cadres de concertation afin d'accroître leur influence sur l'élaboration des politiques publiques.

## 2. Nouvelles perspectives de recherche

Le lait est au milieu de nombreuses controverses. Le fonctionnement du marché mondial du lait a placé ce produit au cœur de l'agenda des négociations du commerce international. Le lait occupe ainsi le devant de l'actualité dans beaucoup de questions : approvisionnement des villes, hausse fulgurante des cours mondiaux, baisse de la production des grands pays exportateurs, forte demande des pays émergents, place dans la géopolitique mondiale avec les accords de partenariat économique entre l'Union Européenne et les ACP, etc.

Le marché du lait est celui où l'on observe le plus de distorsions avec les soutiens importants à la production et à l'exportation mais également les nombreuses protections tarifaires et non tarifaires. Les



fortes tensions observées actuellement sur le marché mondial, avec la flambée des prix reflètent, en réalité les limites du fonctionnement des marchés laitiers qui ont toujours été défailants. Les marchés africains subiraient davantage les contrecoups, particulièrement dans un contexte d'ouverture imposée par la libéralisation des échanges.

La recomposition du commerce, les implications territoriales, les modifications dans l'évolution des marchés, l'avenir des petits producteurs dans cette nouvelle configuration du commerce internationale, les ajustements des politiques nationales vis-à-vis des nouvelles exigences du marché mondial, ... ouvrent des perspectives de recherche qu'il faut appréhender. L'anticipation sur autant de problématiques de recherche permet de suivre l'évolution des filières et d'adapter les besoins d'une population sans cesse croissante, avec des habitudes de consommation en perpétuelle modification avec l'offre de lait tant aux échelles nationales que mondiales.

## B. Les suites possibles du projet

### 1. Poursuite des activités du REPOL

L'institutionnalisation du REPOL permet aujourd'hui au réseau de poursuivre ses activités. Un bureau, élu et renouvelé tous les 2 ans est chargé de son animation. Les principales activités prévues par le REPOL dans les années à venir sont :

- La publication du Bulletin trimestriel du REPOL et la diffusion d'informations ;
- L'animation et la mise à jour du site Web ;
- L'organisation de réunions scientifiques régionales ;

### 2. Le projet ATP-Icare

Le projet ATP Icare financé par le CIRAD pour une durée de 3 ans. Il crée un vaste réseau de recherche qui permet de prendre en compte dynamique commerce transfrontalier en Afrique de l'Ouest et de l'Est. L'objectif du projet est de contribuer à des recherches sur le rôle des institutions dans la compétitivité et l'accès aux marchés des régions d'élevage dans les pays du Sud.

L'élevage s'intensifie en systèmes agro ou sylvo-pastoraux très performants. Sur d'autres fronts pionniers au contraire, les dynamiques d'élevages répondent en premier lieu à l'absence d'alternatives agricoles viables dans un environnement difficile.

Les régions d'élevage ouest-africaines illustrent ces risques de marginalisation dans cette région du monde. Elles montrent aussi des capacités à s'insérer dans les échanges marchands locaux et nationaux, et soulèvent des questions de fond pour les politiques d'aménagement du territoire. L'Afrique sahélienne et

soudanienne constitue aujourd'hui un seul système du point de vue de l'élevage en raison des échanges importants liés à la transhumance d'une zone à l'autre, au commerce pour les villes, à la vente d'animaux pour la culture attelée, etc. Ainsi, il est pertinent de considérer le Sahel et les "zones cotonnières" comme un seul ensemble.

Les dynamiques d'élevage en lien avec les marchés recouvrent des enjeux de développement durable importants : lutte contre la pauvreté, gestion des écosystèmes humides, subhumides et semi-arides.

Les objectifs spécifiques du projet ATP sont de :

- **Documenter** les processus de développement « divergent » des régions d'élevage dans les pays du Sud en soulignant d'une part les dynamiques de marginalisation de certaines régions et d'autre part les dynamiques de connexion au marché ;
- **Renouveler les outils d'analyse** des liens entre filières et territoires en croisant les apports de l'économie institutionnelle, de la sociologie économique et de la géographie économique et en proposant des approches méthodologiques novatrices
- **Modéliser** l'impact des politiques sur les dynamiques territoriales liées aux activités d'élevage ;
- **Participer à la définition de nouvelles politiques d'élevage** tenant compte des exigences de régulation des marchés et d'aménagement des territoires ruraux impliqués dans les activités d'élevage.

Les produits attendus du projet sont :

- **Une revue méthodologique** présentant les avancées des méthodes économiques, sociologiques et géographiques appliquées au secteur élevage dans les pays du Sud ;
- **Un document méthodologique original** présentant les acquis du projet en termes de méthodes d'analyse des interactions entre filières et territoires.
- **Un ouvrage grand public** présentant des monographies historiques de régions d'élevage ayant connu des dynamiques de marginalisation ou de développement commercial
- **Des articles scientifiques** présentant des études de cas sur le thème « élevage, mondialisation et territoires » ;
- **Des notes et ateliers locaux et régionaux** destinés à contribuer aux dispositifs de concertation et d'élaboration des politiques d'élevage.

Ce projet pourra valoriser et approfondir les résultats du projet Politiques laitières. Les terrains ainsi que les thématiques abordés sont largement complémentaires.

### 3. Le projet PCST

Le projet « De la vache à la Calebasse : lait et savoir-faire locaux en Afrique de l'Ouest » est coordonné par l'ISRA-BAME. Il est conduit en partenariat avec :

- La Fédération nationale des acteurs de la filière lait local au Sénégal (FENAFILS) ;
- Le Centre de Coopération Internationale en recherche agronomique pour le développement (CIRAD),
- Le Groupe de recherches et d'échanges technologiques (GRET) ;
- La société Imedia-Communication ;
- Le Réseau de recherches et d'Échanges sur les politiques laitières en Afrique de l'Ouest et du Centre (REPOL).

Il est financé dans le cadre du Projet « Promotion de la Culture Scientifique et Technique (PCST) » du Ministère des Affaires Etrangères de France mis en œuvre par l'IRD (5<sup>ème</sup> appel à projet, mars 2007).

Ce projet permettra l'organisation d'une **exposition itinérante** autour du lait, produit culturel. La promotion des produits laitiers locaux constitue une action de plaidoyer pour des politiques publiques favorables au développement des zones rurales.

Le projet a pour ambition de faire connaître cette diversité de produits et de savoir-faire. Il s'agit de valoriser un certain nombre de travaux de recherches récents qui ont montré l'importance des produits traditionnels et artisanaux sur les marchés d'Afrique de l'Ouest. Il s'agit notamment des nombreux laits fermentés, des crèmes maturées, des beurres et huiles de beurre mais aussi des boissons à base de lait, bouillies, et autres couscous lactés. Le projet permettra de partager tous ces savoirs, de prendre connaissance des enjeux économiques, sociaux, culturels, territoriaux qui les sous-tendent, et de favoriser l'émergence d'un plaidoyer sur la préservation du patrimoine que constituent ces produits.

Cette ambition se réalisera par la production et la diffusion de dépliants, de diaporamas et de posters et la production d'une exposition « De la vache à la calebasse » présentant les savoir-faire locaux sur les produits, les modes de vie des hommes, la conduite des animaux, les techniques de transformation et les innovations en cours. Les outils utilisés pour l'exposition seront constitués de photographies, de posters, d'objets ethnographiques et d'une brochure. Cette exposition sera tournante et sera organisée à Bamako, à Dakar et à Ouagadougou. Elle sera doublée de conférences et d'animations.

La poursuite de la valorisation des acquis dans le cadre du projet Politiques laitières trouve en ce nouveau projet un contexte favorable en s'appuyant sur les membres du Réseau de recherches et d'échanges sur les politiques laitières pour faciliter les animations et les conférences prévues.

Ce document est accompagné d'un rapport annexe composé des parties suivantes :

**1. Vie du REPOL**

*1.1. Le REPOL s'institutionnalise*

*1.2. Les Bulletins du REPOL*

*1.3. Le site web du REPOL*

**2. Appui à la concertation**

*2.1. Les fiches techniques*

*2.2. Les comptes-rendus de réunions*

*2.3. Les comptes-rendus d'ateliers*

*2.4. Les comptes-rendus de Journées mondiales du lait*

**3. Coordination du projet**

*3.1. Les notes de la Coordination régionale*

*3.2. L'appel à contribution au numéro spécial sur les filières laitières*

*3.3. Les rapports d'activités*